

GuyanaMag

By

EW'AG

OCT 2024 N° 130

MOBILITÉ

Yanéó dans les starting-blocks !

COUP DE CŒUR

La résilience par la photographie

ZOOM

La "société à mission"

Arnaud Fillols

Digicel Business
Chef des ventes Guyane

DOSSIER

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

8 SOLUTIONS CAPABLES
DE TRANSFORMER
LES ANTILLES-GUYANE !

**LA CYBERSÉCURITÉ
EST UN DÉFI
MAJEUR AUX
ANTILLES-GUYANE**



Le Mois



des Pros

Solution N°4

L'offre Créateur

Un **coup de pouce** pour maîtriser votre budget et lancer votre activité dans les meilleures conditions.

Découvrez toutes nos solutions Pros en scannant ce QR code :



-30%
/mois

pendant 1 an

sur une sélection d'offres⁽¹⁾

Offre soumise à conditions avec engagement de 12 mois, valable aux Antilles-Guyane françaises pour tout client ayant créé son entreprise depuis moins de 24 mois (date de création du SIREN).

(1) Remise sur les offres Pro éligibles dans la limite de 3 lignes mobiles par n° SIREN pendant 12 mois. Non cumulable avec toute autre offre promotionnelle. La remise sera appliquée sur les offres éligibles pour les entreprises créées depuis moins de 24 mois sur présentation d'un Kbis indiquant la date d'immatriculation au RCS. Plus d'infos sur pro.orangeCaraibe.com. 10/24 © Orange - S.A au capital de 10 640 226 396 € - Siège Social : 111, quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les-Moulineaux - 380 129 866 RCS Nanterre.



Pro

La ville réelle

Sans marquer le pas, le digital n'a de cesse de conquérir de nouveaux espaces dans nos vies. Des espaces qu'il ne rendra jamais, des usages irréversibles dont on serait d'ailleurs bien incapables de se rappeler "comment on faisait avant". Il en va ainsi pour toutes les révolutions technologiques ou industrielles. On abandonne le monde d'avant, sans hésitation ni adieu, sans s'en rendre compte.

Chaque saut technologique mérite ensuite de trouver sa juste place, celle qui le consacre comme un progrès effectif, sans défiance, sans aveuglement, bref sans ambiguïté. Nombre de nos outils digitaux en sont à cette étape, à l'image des smartphones, bien sûr, mais plus largement de l'ensemble des fonctionnalités présentes et à venir.

La promesse inépuisable des solutions digitales impose plusieurs prudences. En matière de santé mentale, les plus jeunes ont besoin de repères. En matière de santé des organisations, les entreprises, les collectivités, les hôpitaux ont besoin d'un accompagnement technique. Quant au point de vue de la santé du territoire, le digital galopant ne doit pas détourner notre attention de la terre, des murs et du réel.

Même si "nous passons notre vie à caresser une vitre", tel que l'a décrit, avec un certain amusement, l'auteur Alain Damasio, nous avons toujours besoin d'espaces de vie, de travail et de rencontres qui soient cohérents et adaptés aux usages et aux réalités climatiques. Ces espaces physiques, finis et modelables sont notre caisse de résonance, ils doivent pouvoir dire comment nous vivons et comment nous allons choisir de vivre. Ça s'appelle l'aménagement du territoire dont les professionnels nous partagent leur vision dans le dossier du mois.

Mathieu Rached
Rédacteur en chef
Guadeloupe Martinique Guyane

édito



Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadinMag** et **SoualiMag**
sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos
magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail :
prenomnom@ewag.fr

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrice du digital
Audrey Barty

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Mathieu Rached

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Adeline Louault - Alix Delmas - Colette
Coursaget - Floriane Jean-Gilles
Laetitia Juraver - Laurie-Anne Antoine
Maë Poyel - Marie Ozier-Lafontaine
Sarah Balay - Sandrine Chopot

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann - Jody Amiet
Lou Denim - Mathieu Delmer

Photo couverture
Mathieu Delmer

Design graphique
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (0696 74 00 22)
Orane Phedon

RÉGIES

Martinique
Élodie Losada (0696 19 31 98)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)
Noémie Marlet

Guadeloupe
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)
Mathilde De Denaro (0691 24 28 92)

Assistante commerciale
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIGITAL

JRI
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)

Motion design - JRI
Sariatha Boulard

Rédaction web
Mathilde Claverie

Chef de projet vidéo
Joséphine Notte

DISTRIBUTION

Guyamag : Iguanacom (0694 26 55 61)
Karumag : Colibri Agency (0690 53 72 30)
Madinmag : M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des
articles et illustrations publiés dans ce magazine est
interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les
documents remis.

Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane,
imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de
forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé
à 100% avec des encres respectueuses de
l'environnement et conforme à la norme
imprim'vert.



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE
Rue H.Becquerel - BP2174
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE
5 Chemin Grant
Lotissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest
Hemingway, ZAC Etang Z'abricot,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14

**Ils et elles ont contribué
à ce numéro**



Aurélie Bancet
directrice de la stratégie commerciale



Sariatha Boulard
journaliste reporter d'images



Christiana Fidelin
assistante commerciale

L'Assurance Habitation GFA

L'ASSURANCE D'ÊTRE BIEN CHEZ SOI !



gfacaraibes.fr



Asiré nou la !

L'assurance Habitation GFA est un contrat personnalisable, résolument tourné vers vos nouveaux besoins, notamment en termes de développement durable ! Une solution locale et éco-responsable, pensée pour vous !



**GFA
CARAÏBES**



À LA UNE

8/ Digicel Business. “La cybersécurité est un défi majeur aux Antilles Guyane”

TERRITOIRES

12/ Nos médaillés ultramarins

14/ Image du mois

16/ Brèves

18/ En chiffres. Le mois du créole

20/ CTG. Des ambitions fortes pour la Guyane de demain

26/ RSMA. La relève en marche, l’avenir en chantier

28/ Le TCSP dans les starting-blocks !

30/ Transition des territoires. Passage au vert

31/ “Que cherchez-vous ?” “ Pourquoi les algues prennent le dessus sur le corail ? ”

32/ GRAINE Guyane. Reconnecter les hommes à la nature

ENTREPRISES

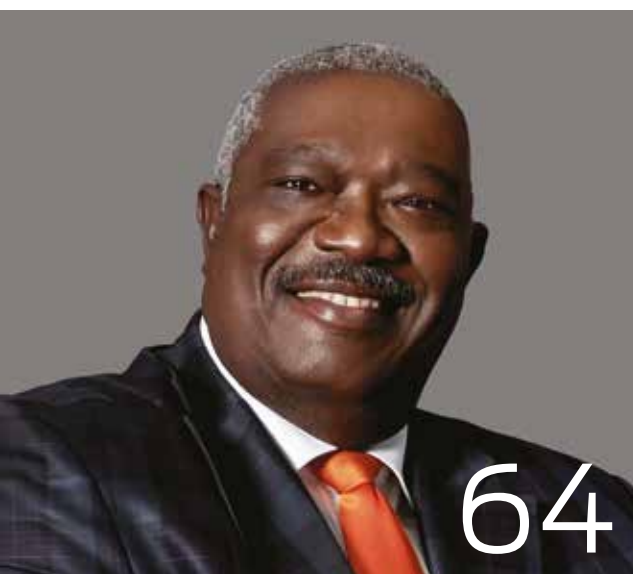
34/ Carrière d’Ultramarin. De la Martinique à Harvard, un parcours d’excellence

36/ Balguerie. Un ancrage territorial solide

38/ Dauphin Telecom Business. Offrir les meilleures technologies

40/ Élite Écologie. Promouvoir les pratiques responsables

42/ Tendance au travail. Réinventer la gestion des talents



EXPERTISE

- 44/ La "société à mission" réconcilie performance et engagement sociétal
- 46/ Bonfilon. Collaborateur handicapé : un recrutement comme un autre ?
- 48/ 5 choses à savoir sur les cyberattaques en 2024
- 49/ Boîte à outils

DOSSIER

- // 8 aménagements urbains qui peuvent tout changer !
- 50/ Dossier de la rédaction

- 64/ Orange. Anticiper pour toujours rester connecté

PAUSE CAFÉ

- 66/ Coup de cœur
- 68/ Sélection Culture
- 70/ Macouria aux couleurs du street art
- 72/ Ce qu'il ne fallait pas louper

Sommaire

“LA CYBERSÉCURITÉ EST UN DÉFI MAJEUR AUX ANTILLES-GUYANE”

Autrefois perçue comme un sujet technique réservé aux spécialistes, la cybersécurité est devenue un enjeu stratégique pour toutes les structures. **Digicel Business** s’engage à protéger les entreprises des Antilles-Guyane.

Texte Marie Ozier-Lafontaine - Photo Mathieu Delmer

Aux Antilles-Guyane, la problématique de la cybersécurité prend une dimension particulière en raison du retard accumulé dans la mise en place de systèmes de sécurité robustes. Nos territoires, bien que petits, ne sont plus épargnés par les cyberattaques. De plus, avec le développement des connexions à haut débit, les volumes de données récupérées lors d’attaques sont de plus en plus importants, rendant la protection des utilisateurs incontournable. Digicel Business, conscient de ces enjeux, développe des solutions adaptées aux besoins des entreprises des Antilles-Guyane.

Différents types d’attaques

Les cyberattaques prennent des formes variées et de plus en plus sophistiquées. Parmi les plus courantes, on retrouve les attaques par phishing, lorsqu’un employé clique sur un lien malveillant, introduisant ainsi une faille dans le système. Sachant que la grande majorité des cyberattaques démarrent par le phishing, il est nécessaire de sensibiliser de manière accrue les utilisateurs, en complément des solutions de protections type antivirus et firewall.

D’autres méthodes incluent les ransomwares, qui cryptent les données de l’entreprise et bloquent les accès aux fichiers, jusqu’au versement d’une rançon. Selon l’Agence nationale de la sécurité des systèmes d’information (ANSSI), les attaques par ransomware ont connu une augmentation de 30 % par rapport à l’année précédente au niveau national.

Des conséquences dévastatrices

Les conséquences d’une cyberattaque peuvent être dévastatrices pour une entreprise. Certains secteurs sont attaqués pour l’intérêt que revêtent leurs données sensibles, notamment dans des domaines comme la santé. En cas de fuite de données, les entreprises courent non seulement des risques financiers, mais également juridiques. Sans oublier que ces attaques peuvent entraîner la paralysie totale de leurs activités. Or, la plupart des PME situées dans les outremer ne disposent pas de plan formel de cybersécurité et leurs investissements dans leur protection sont, en général, inférieurs à ceux de l’Hexagone. Un manque de préparation qui peut s’avérer dangereux.

Se protéger avec Digicel Business

Consciente des risques croissants, l’entreprise a développé une gamme complète de solutions de cybersécurité pour protéger ses clients. Digicel Business est en mesure aujourd’hui de protéger les entreprises contre les menaces en ligne grâce à ses services, via des firewalls, des solutions de filtrage d’URL ou encore des antivirus. L’opérateur s’appuie sur des partenaires leaders sur le marché de la cybersécurité pour offrir des solutions de pointe adaptées aux besoins spécifiques de chaque entreprise.



« Les attaques par ransomware ont connu une augmentation de 30 % par rapport à l'année précédente au niveau national. »



Ebeha Tsen You, gestionnaire de compte - Arnaud Fillols, chef des ventes entreprises - Bywence Bivigou, gestionnaire de compte

Les firewalls, véritables remparts

Les firewalls sont intéressants pour protéger le réseau privé des entreprises contre les menaces extérieures. Digicel Business propose des solutions de firewalls robustes en partenariat avec des marques reconnues comme Stormshield et Fortinet. Ces firewalls agissent comme un mur de protection entre Internet et le réseau privé du client, filtrant les données qui transitent et assurant ainsi l'étanchéité des informations sensibles.

Le filtrage d'URL contre les accès malveillants

Pour empêcher l'accès à des sites web dangereux, Digicel Business propose des solutions de filtrage d'URL, avec sa solution partenaire Olfeo. Ces outils permettent d'analyser les liens dans les courriels et les messages instantanés, détectant les sites potentiellement corrompus avant même que l'utilisateur n'y accède. Ces solutions avertissent également l'utilisateur, lui permettant d'éviter les pièges tendus par les cyberattaquants.

Les antivirus, une protection continue

Digicel Business installe également des solutions antivirus de pointe, notamment celles de Kaspersky. Ces logiciels, renforcés par l'intelligence artificielle, analysent en temps réel les fichiers, les courriels, et les données circulant sur le réseau. Grâce à ces solutions, les menaces sont détectées et bloquées avant qu'elles ne puissent causer des dommages, assurant ainsi une protection continue des équipements de l'entreprise.

Les solutions VPN : sécuriser les communications à distance

En réponse aux besoins croissants en matière de télétravail et de communication sécurisée entre les sites, Digicel Business propose des solutions VPN et des réseaux privés d'entreprise. Les solutions VPN permettent de sécuriser les communications entre les sites et entre les personnes, assurant un accès aux données en toute sécurité, même à distance. Les réseaux internes, qui passent par le cœur de réseau de Digicel

3 QUESTIONS À

Arnaud Fillols, chef des ventes

B to B Guyane

QUI SONT VOS CLIENTS AUJOURD'HUI ?

En Guyane, nos clients incluent des entités publiques, des entreprises privées, des institutions de santé publique et des organisations du secteur médico-social. Avec un taux de croissance démographique parmi les plus élevés des territoires français, les besoins de nos clients augmentent inexorablement, s'étendant à de nouvelles zones du territoire. En raison de cette expansion et de l'augmentation des débits de connexion des sites de nos clients, les risques en matière de cybersécurité sont d'autant plus présents.

COMMENT SE DÉROULE VOTRE ACCOMPAGNEMENT ?

Notre accompagnement est structuré en plusieurs phases. Nous commençons par un diagnostic initial réalisé par nos ingénieurs avant-vente, qui évaluent les besoins de nos clients en tenant compte des spécificités propres à la Guyane, telles que l'isolement géographique et les cybermenaces liées aux activités économiques du territoire. Ensuite nous proposons une solution sur mesure, adaptée aux besoins de chaque client. Nous assurons un suivi régulier grâce à notre pôle sécurité composé de plusieurs ingénieurs, qui assurent également le service après-vente tout au long de la durée de la prestation. C'est un service clé en main.

QUELS SONT SELON VOUS VOS ATOUTS PAR RAPPORT À LA CONCURRENCE ?

Nos principaux atouts reposent sur notre ancrage local et notre proximité avec nos clients en Guyane. Notre force réside également dans notre capacité à mobiliser rapidement nos ressources à forte expertise pour répondre aux besoins de nos clients. En plus de la mise en place des solutions, notre suivi continu et notre service client réactif nous permettent de garantir la sécurité de nos clients sur le long terme.

« Notre suivi continu permet de garantir la sécurité de nos clients sur le long terme. »

Business, offrent une protection supplémentaire en empêchant le passage des données sur Internet, renforçant ainsi la confidentialité des échanges.

L'approche de Digicel Business : proximité et réactivité

Au-delà de la fourniture de solutions techniques, Digicel Business mise sur une approche de proximité avec ses clients. Sont proposés des formations aux gestionnaires et aux informaticiens, ainsi qu'un support sécurité disponible localement, de 8h à 18h, pour ceux qui le souhaitent. Ce service est particulièrement apprécié des clients, rassurés de pouvoir compter sur des techniciens basés sur le territoire, prêts à intervenir rapidement en cas de besoin.

La sensibilisation sur les usages des utilisateurs est également au cœur de la stratégie de Digicel Business.

En formant les employés à reconnaître les tentatives de phishing et à adopter des pratiques sûres, Digicel Business aide les entreprises à se protéger de l'intérieur, là où les failles sont souvent les plus exploitées par les attaquants.

Innover et accompagner

La cybersécurité n'est plus une option, mais une nécessité absolue pour les entreprises aux Antilles-Guyane. Grâce à son expertise et à son engagement, Digicel Business se positionne comme un acteur clé pour accompagner les entreprises dans ce défi, et assurer à ses clients un environnement numérique sécurisé. Dans un monde où les menaces évoluent rapidement, Digicel Business continue d'innover pour rester à la pointe de la protection, assurant ainsi la sécurité de ses clients à travers la Caraïbe.

Jeux Paralympiques de Paris 2024

NOS **MÉDAILLÉS** ULTRAMARINS

Portés aux nues durant cette première édition de la compétition en France, les jeux paralympiques ont été un rendez-vous particulièrement réussi et suivi. Pour clôturer cette séquence de passion collective pour le sport et le dépassement de soi, nous consacrons une page aux parathlètes ultramarins. Gloire aux vainqueurs !

Texte Mathieu Rached

La fierté pour nos sportifs, on a ça dans le sang. Quel Antillais ou Guyanais ne connaît pas le nom ou le visage d'un athlète de chez nous sacré champion dans sa discipline ? Depuis toujours, les bains de foule sont légion dans nos sociétés, pour célébrer les champions d'athlétisme, Marie-Josée Perec en tête, Christine Arron ou le judoka Teddy Riner. Depuis toujours, nos territoires sont identifiés, se revendiquent, comme des terres de champions capables de donner à la France ses meilleurs palmarès.

Quid des athlètes paralympiques ? Dans cette édition de Paris 2024, inédite par la couverture médiatique et l'afflux du public, les Outre-mer n'ont pas démerité et nos athlètes sont à nouveau montés sur le podium, en cécifoot, para natation, para judo et para athlétisme. Afin de ne pas refermer la page des Jeux Paralympiques trop vite, et d'encourager notre élan naturel pour les sportifs issus de nos territoires, nous publions les photos des 4 parathlètes ultramarins médaillés (sur 14 sélectionnés). Là encore des modèles à acclamer et un indéniable sentiment de fierté.



Hélios Latchoumanaya

Guadeloupe
Para judo moins de 90 kg
Médaille d'argent

© Jean-Marie Hervio / KMSP



Gaël Rivière

La Réunion
Cécifoot
Gaël Rivière (à gauche) et Martin Baron
Médaille d'or

© Gregory Picout / KMSP



Jeffrey Lami

Guadeloupe
Para athlétisme,
guide de l'athlète handisport
Timothée Adolphe
Médaille d'argent 400 m T11

© Vincent Curutchet / KMSP



Laurent Chardard

La Réunion
Para natation
Médaille de bronze 100 m et nage libre S6
Médaille de bronze 50 m papillon S6

© Vincent Curutchet / KMSP



ICONE DE LA CONSCIENCE NOIRE EN FRANCE

Paulette Nardal entre un peu plus dans l'histoire collective nationale. Elle fait partie des 10 femmes ayant marqué l'Histoire de France dont les statues dorées ont été dévoilées lors de la cérémonie d'ouverture des JO et qui ont été exposées fin septembre dans la cour d'honneur de l'Assemblée nationale.

Journaliste, écrivaine, activiste, Paulette Nardal est née à Fort-de France en 1896. Contemporaine de René Maran (1er auteur noir à recevoir le prix Goncourt), Félix Eboué et Joséphine Baker, elle fut notamment la première femme noire inscrite à l'université La Sorbonne à Paris. Activiste, réhabilitée dans les années 2000, elle est reconnue comme une des figures majeures de la pensée « noire » française. Son nom, son visage et sa silhouette aux côtés de Gisèle Halimi ou encore Simone Veil prolongent aujourd'hui son symbole auprès des nouvelles générations de citoyennes et citoyens.





Caraïbe

PAR ICI LA MONNAIE

Dès mars 2025, une nouvelle monnaie va être mise en circulation à Sint-Maarten et à Curaçao. Le florin des Antilles néerlandaises, vieux de 70 ans, va ainsi être remplacé par le florin des Caraïbes. L'occasion, pour ces territoires voisins, de jouir d'une union monétaire longtemps espérée.

55 MILLIONS D'EUROS

IL S'AGIT DES FONDS ENGAGÉS PAR L'EUROPE (FEDER) EN GUADELOUPE CES CINQ DERNIÈRES ANNÉES POUR GARANTIR UN APPRENTISSAGE SÉCURISÉ AUX ÉLÈVES GUADELOUPÉENS. AU TOTAL, DIX-SEPT ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES ONT ÉTÉ MIS AUX NORMES PARASISMIQUES.

Martinique

UNE MAISON DU CACAO POUR BIENTÔT ?

Née il y a 10 ans pour relancer la filière cacao d'excellence en Martinique, l'association Valcaco lance une collecte en ligne pour offrir au territoire sa Maison du cacao



Guadeloupe

Quand le jazz est là !

Deux artistes guadeloupéens ont fait parler d'eux, début septembre, aux 22^e Victoires du Jazz organisées à Paris au studio 104 de la Radio et de la Musique. Le batteur Arnaud Dolmen, même s'il n'a pas remporté de prix, a été nommé dans la catégorie « Artiste instrumental ». Le batteur Yoann Danier est lauréat de la catégorie Révélation, avec les autres membres du quintet Monsieur Mâlâ. Bravo à tous les deux !

Guadeloupe

Des podcasts pour lutter contre l'illettrisme

Dans le cadre des Journées nationales d'action contre l'illettrisme 2024, la préfecture de Guadeloupe, en collaboration avec le RSMA (régiment du service militaire adapté) a lancé une série de cinq podcasts inédits. Leur mission : décrypter l'illettrisme et mettre en lumière les initiatives locales qui boostent la maîtrise des compétences de base. (www.anlci.gouv.fr).



Ils ont dit

« Les artistes noirs, et autres artistes de couleur, créent et maîtrisent de multiples genres depuis toujours. C'est pourquoi il était si important pour moi de sampler le compositeur Joseph Bologne, connu sous le nom de Chevalier de Saint-Georges, sur la chanson "Daughter" sur Cowboy Carte (...) J'espère que ça incitera les artistes, mais aussi les fans, à approfondir et à en apprendre plus sur les innovateurs musicaux noirs qui nous ont précédés (...) »

Beyoncé, chanteuse américaine (magazine GQ)

Martinique

SARGASSES : L'UNION FAIT LA FORCE

Fin juillet, un budget de près d'1,4 million d'euros pour l'année 2024 a été approuvé par la Collectivité territoriale de Martinique, l'État et les trois établissements publics de coopération intercommunale (Cacem, Cap Nord, Espace Sud). Une somme qui permet au GIP Sargasses (groupement d'intérêt public) de lancer plusieurs projets : aménagement d'un site pilote destiné au stockage des sargasses, maintien et amélioration des opérations de collecte des sargasses sur terre, accompagnement des communes dans la construction et l'entretien de barrages anti-sargasses pour protéger les côtes.

Réunion

Je roule donc je suis

Inédit en Outre-Mer... La Réunion vient de se doter d'une application pour faciliter les trajets et limiter les embouteillages. Ile de la Réunion Mobilités, c'est son nom, est une plateforme à télécharger sur son téléphone, proposée depuis septembre par le syndicat mixte de transports du territoire. En voiture, en bus, à vélo ou en trottinette, peu importe son mode de déplacement, l'application fournit les itinéraires et les temps de trajet des réseaux de transport en temps réel.



1 SEUL CRÉOLE

a été identifié en **EUROPE** : le yanito ou llanito. Cette langue mixte parlée à Gibraltar est un mélange d'espagnol andalou et d'anglais. Pour un petit aperçu, rendez-vous sur le blog Llanitollanito.com !

105 CRÉOLES DIFFÉRENTS

sont répertoriés dans le monde, classés selon leur base linguistique. Les plus nombreux sont les créoles à base d'anglais (45 pays), contre 17 pays pour les créoles à base de français (source atlasocio.com). Lorsqu'en 1977, Ian Hancock, docteur en linguistique à l'université du Texas, réalise une étude, il en recense 127.

En chiffres

LE MOIS DU créole

*Souvent dénigré, jusqu'à être longtemps banni des écoles et des foyers, le créole est aujourd'hui reconnu et considéré comme une langue vivante à part entière. En ce mois consacré d'octobre, célébrons le créole (ou plutôt les créoles) « hors donc de tout fétichisme, le langage sera, pour nous l'usage libre, responsable, créateur d'une langue. Ce ne sera pas forcément du français créolisé ou réinventé, du créole francisé ou réinventé, mais notre parole retrouvée et finalement décidée. »** Texte : Floriane Jean-Gilles

C'est le **28**
OCTOBRE
1983

qu'a été célébrée la 1^{ère} Journée Internationale de la langue et de la culture créoles.

1975 :

Jean Bernabé fonde le Geric-F (Groupe d'études et de recherches en espace créolophone et francophone) très actif dans les domaines de la lexicologie, de la morphologie, de la graphie et de la grammaire des créoles martiniquais et guadeloupéens. Leurs travaux ont servi de standards aux épreuves du CAPES de créole.

On estime à

25 MILLIONS

le nombre de créolophones dans le monde, dont 10 à 12 millions de locuteurs de créole haïtien.

3 PAYS

dans le monde ont reconnu le créole comme langue officielle : Haïti, les Seychelles et le Vanuatu.

Après les Antilles,

LA 2^È POPULATION CRÉOLOPHONE

la plus importante est en Afrique. Le 3^e groupe est situé en Asie du Sud-Est et en Océanie.

*Éloge de la Créolité, Jean Bernabé, Patrick Chamoiseau, Raphaël Confiant, éditions Gallimard, Paris, 1989.



PEUGEOT

NOUVEAU 5008



LE GRAND SUV 7 PLACES NOUVELLE GÉNÉRATION

Modèle présenté : Peugeot 5008 Hybrid 136 che-DCS6 -
Consommation mixte WLTP (l/100 km) : 5,8 - Émission de Co2 WLTP (G/km) : 130.

Pensez à covoiturer. #SeDéplacerMoinsPolluer



PPI 2024-2028

DES AMBITIONS FORTES **POUR LA GUYANE DE DEMAIN**

Chiffrée à 1,3 milliards d'euros, la Programmation pluriannuelle des investissements 2024-2028 de la CTG privilégie l'enseignement, les infrastructures, le transport et le développement économique tout en visant un rééquilibrage territorial avec l'Ouest guyanais.

Texte Adeline Louault - Photo CTG



La PPI 2024-2028, votée par les élus de l'assemblée, est le symbole des ambitions de la collectivité territoriale de Guyane.

Alors que la PPI de 2017-2021 s'élevait à 574 millions d'euros, auxquels s'est adjoint un plan d'urgence de 50 millions d'euros par an pour la construction d'établissements scolaires, la nouvelle PPI double presque son budget avec un montant de 1,3 milliard d'euros. Symbole des ambitions de la Collectivité territoriale de Guyane, cette programmation d'investissements permet de répondre aux grandes priorités fixées pour la mandature.

Parmi elles, le soutien aux membres les plus fragiles de la population. La PPI prévoit en effet une programmation exceptionnelle en matière d'établissements sociaux et médico-sociaux, dans la protection de l'enfance, pour les personnes âgées et les personnes handicapées. Le plan de rattrapage outre-mer, travaillé avec le gouvernement, permet une forte ambition sur ces politiques.

Soucieuse de collaborer davantage et plus étroitement avec les communes, la Collectivité établit un nouveau partenariat avec les territoires afin d'accompagner l'aménagement durable de ces derniers avec des subventions renforcées et ciblées vers les domaines du sport et de la culture et la mise en place d'un fonds territorial de développement.

RÉPONDRE AUX DÉFIS ÉCONOMIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES

La PPI mise sur la souveraineté économique avec l'installation de plusieurs équipements économiques structurants, un soutien renouvelé aux entreprises (en sus des 102 M€ de fonds européens dédiés à l'économie et la recherche),

l'investissement dans l'aéroport, et la volonté d'accompagner les créations d'emploi qui en découlent avec l'ambitieux plan de villages d'inclusion territorialisés.

Sur le plan de l'enseignement, le mot d'ordre est « Zéro enfant déscolarisé ». Dans cet objectif, la PPI prévoit la poursuite d'un rythme de constructions scolaires similaire à celui porté par le plan d'urgence Guyane. Le gouvernement a en effet renouvelé son soutien exceptionnel en investissement qui permettra de lancer la construction de deux nouveaux établissements par an, soit huit sur l'ensemble de la période. Un ambitieux plan d'investissement dans le domaine sportif comprend également l'édification d'une douzaine de nouveaux équipements. Les transports ne sont pas oubliés puisque les investissements routiers se voient doublés, grâce à un autofinancement retrouvé.

UNE COLLECTIVITÉ DE PROXIMITÉ

La Collectivité prévoit également des investissements visant à amener les services en proximité. Une stratégie de désenclavement ambitieuse de poursuivre l'équipement de l'Oyapock et du Maroni avec des établissements dédiés aux personnes âgées et la construction d'un lycée à Apatou.

La PPI vise enfin un rééquilibrage avec l'Ouest à travers de grands équipements sur Saint-Laurent du Maroni (Palais régional des sports et de la culture, déplacement de l'aérodrome) et des aménagements routiers importants sur tout le secteur.

Des investissements phares

- La réalisation du projet Jean Martial, qui révélera cet ancien bâtiment historique exceptionnel au cœur de Cayenne et dotera enfin la Guyane d'un musée valorisant ses richesses patrimoniales **(23 millions d'euros)** ;
- Le Palais des sports et de la culture sur l'Ouest, qui permettra de doter cette partie du territoire d'un équipement à même d'accueillir de grands événements **(17 millions d'euros)** ;
- La poursuite du projet « Guyane Connectée », qui s'appuie sur l'innovation pour amener le collège dans les lieux les plus éloignés du territoire **(6 millions d'euros)** ;
- Le câble sous-marin, premier grand projet ayant obtenu des financements sur appels à projets européens et qui sera à la fois un exemple de coopération avec le Brésil et les Antilles et le symbole de l'innovation **(12 millions d'euros)** ;
- Le projet de réseau territorialisé de villages d'inclusion, cœur de la démarche Guyane Révélée, qui va bâtir un instrument original au service de l'inclusion et de la souveraineté économique **(36 millions d'euros)** ;
- L'accompagnement de la plateforme en santé de l'Université, qui marque l'universitarisation de l'hôpital et accompagne le projet d'excellence que constitue le CHU **(5 millions d'euros)**.

CESECE GUYANE : TROUVER L'ÉQUILIBRE DÉLICAT ENTRE LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, LA CONSERVATION DE SON ENVIRONNEMENT ET SON AMÉNAGEMENT...

Poser un regard critique sur son environnement, proposer des solutions aux politiques publiques, apporter une expertise enrichie par son expérience du terrain... Tels sont les rôles des conseillers du Cesece Guyane, qui, forts de leurs expériences d'acteurs de la société civile organisée, se sont souvent penchés sur la problématique de l'aménagement du territoire Guyanais.

C'est pour cette raison que le thème de ce numéro de Guyamag, dédié à l'aménagement aux Antilles-Guyane sous le prisme des enjeux d'une réponse durable, inclusive et adaptée, trouve résonance dans pas moins de deux très récentes études menées par nos conseillers.

Nous vous proposons donc une brève présentation de nos travaux réalisés par la commission aménagement du territoire présidée par Monsieur Olivier ALFRED, notamment dédiées à l'aménagement amélioré des voiries et liaisons terrestres, puis à la transition énergétique durable comme élément pivot de l'aménagement du territoire et de la transition écologique. Remerciements aux chargés d'études : Christian Faubert-Alphonse Ringuet, la Direction Marthe PANELLE-KARAM et Christ Laur PHILIPS pour sa contribution rédactionnelle.

UN AMÉNAGEMENT AMÉLIORÉ DE NOS VOIRIES ET LIAISONS TERRESTRES



La Guyane est un territoire français en Amazonie. Ainsi, son aménagement territorial revêt une importance stratégique considérable en raison de sa biodiversité exceptionnelle, de son potentiel économique, d'une démographie en forte croissance et de sa position géopolitique en tant que frontière commune avec le Brésil et le Suriname. La mise en lumière des enjeux, des opportunités et la formulation

de recommandations pour une amélioration significative du maillage du territoire sont d'autant plus cruciales que les inégalités territoriales restent fortes. Avec plus du tiers des communes sans accès routier, mais sujettes à un essor démographique fort, le désenclavement et la mobilité constituent des besoins urgents pour assurer un

développement économique équilibré et la cohésion sociale de l'ensemble du territoire.

CONTEXTE

Parmi les principaux défis de l'aménagement du territoire en Guyane, on peut ainsi citer :

- **La préservation de la biodiversité** : en raison de sa richesse naturelle, la Guyane doit trouver un équilibre délicat entre le développement économique et la conservation de son environnement. Des parcs nationaux et des réserves naturelles ont été établis au cours des deux dernières décennies pour protéger la faune et la flore uniques de la région.
- **L'urbanisation croissante** : les centres urbains comme Cayenne et Saint-Laurent-du-Maroni connaissent une expansion rapide. Dans l'Ouest, les besoins en habitat et en voiries sont exponentiels, posant des problèmes de surcoût et de retard, compte tenu des capacités de l'offre parfois sous-dimensionnée et surtout principalement établie à Cayenne. En outre, le débat public pose la question du déploiement

d'infrastructures urbaines modernes tout en préservant l'identité culturelle et architecturale de la région.

- **L'accessibilité et les infrastructures :** l'ensemble des plans et schémas de développement publiés depuis les années 1990 a posé l'urgence d'investir dans des infrastructures de transport, notamment des routes et des aéroports, pour favoriser le développement économique et faciliter la mobilité des populations.
- **L'intégration régionale :** la Guyane partage des frontières fluviales avec le Brésil et le Suriname et vit une forte intégration des flux entre les deux rives. La coopération transfrontalière est cruciale pour aborder des questions telles que la sécurité, le commerce et l'environnement.
- **L'éducation et la formation :** pour répondre aux besoins en main-d'œuvre qualifiée et promouvoir le développement économique durable, le défi éducatif est complexe à relever à la fois sur le plan des infrastructures (un vaste programme de constructions scolaires a été lancé depuis les Accords de Guyane de 2017) et des formations (le décrochage scolaire est l'un des plus élevés des régions françaises).

MÉTHODE

Pour la tenue de cette étude, les conseillers ont décidé de se concentrer en premier lieu sur le volet du Programme pluriannuel de l'Énergie, suivi de l'examen des questions relatives aux voiries et liaisons terrestres mieux aménagées.

Ils ont ainsi auditionné des acteurs tels que Juliette Guirado, directrice de l'AUDEG, Christelle Célestine, cadre à la CAACL, Chester Léonce, 9e vice-président de la CTG en charge de l'aménagement du territoire et

Zadkiel Saint-Orice, conseiller territorial en charge des infrastructures routières avant de se pencher sur une analyse complète de la situation actuelle des réseaux avant de proposer plusieurs préconisations.

RECOMMANDATIONS

A l'issue de ces entretiens et des analyses menées sur les anciens documents d'études tels que le Plan Global des transports et déplacements, plusieurs préconisations ont été proposées par mes conseillers :

- Une **modernisation du réseau routier** afin de répondre à la croissance démographique impliquant la coopération entre la collectivité territoriale de Guyane (CTG), l'Etat, et les fonds européens.
- Une **simplification administrative** afin de réduire les délais et protéger les points sensibles du réseau
- Une **connectivité des régions éloignées** avec une priorité donnée à la desserte des communes de l'intérieur
- Des efforts soutenus quant à la **durabilité du réseau** avec un programme d'entretien préventif pour prévenir la détérioration accompagné d'une programmation financière pluriannuelle correspondante.
- Une promotion des **transports en commun et de la mobilité douce** dans les grandes agglomérations en partenariat avec les collectivités locales et les EPCI, telles que la CAACL et la CCOG.
- Une **densification du réseau routier** et meilleure gestion des voies construites
- Une utilisation des études existantes et mise en place d'**évaluations systématiques** des projets déjà mis en œuvre pour mesurer leur efficacité
- Une **meilleure responsabilité** des pouvoirs publics, notamment l'Etat, la CTG, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et les communes, via un engagement essentiel pour l'amélioration du réseau routier.



LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DURABLE COMME ÉLÉMENT PIVOT DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

CONTEXTE

- Soleil, vent, eau, houle marine, biomasse... Rien ne manque à la Guyane pour développer les énergies renouvelables sur son territoire et elle fait figure de très bon élève en la matière.
- Malheureusement, loin des engagements pris par la France en matière de lutte contre le changement climatique, la Guyane continue pourtant d'être fournie en énergie par les énergies fossiles, notamment pour le transport.
- La commission Aménagement et Environnement du CESECE Guyane s'est autosaisie, au regard des réflexions en cours sur l'aménagement de la Guyane, des enjeux environnementaux de son développement territorial.
- Cette impulsion est née de l'examen du rapport de la Collectivité Territoriale de Guyane sur les projets de création des stations hybrides de production d'Énergie électrique électrogène/photovoltaïque sur site en milieux isolés. Les conseillers ont enrichi leur réflexion avec une étude du volet PPE Transition énergétique.

MÉTHODE

L'Agence d'urbanisme et de développement de la Guyane (AUDeG) a été associée aux travaux. Ce premier groupe de travail a mené ainsi une cinquantaine d'auditions et une série de déplacements notamment sur le Maroni et en plusieurs zones du territoire à l'Est et sur le littoral. Ont été analysés tous les types d'énergies utilisés sur le territoire.

Les conseillers ont également analysé la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la

transition énergétique pour la croissance



verte (LTECV) et les 4 projets guyanais proposés dans le cadre de cet outil.

RECOMMANDATIONS

- Tout comme la transition écologique, la transition énergétique fait figure d'**axe moteur du développement** en Guyane. Certains bassins de vie du territoire, sont isolés d'un point de vue énergétique et ne bénéficient pas d'interconnexion aux réseaux électriques continentaux.
- Une transition énergétique là aussi, qui doit être ambitieuse, demande un développement rapide des énergies renouvelables et une **réorientation des territoires** contraints à l'usage des énergies fossiles.
- Les conclusions et les préconisations de cette étude ont donc pour but d'apporter une **meilleure compréhension** de la réalité de notre territoire auprès de l'Assemblée Territoriale de Guyane.
- Renforcement du **réseau de distribution** grâce à un bouclage énergétique, nourri par une nouvelle source d'énergie naturelle et fiable du territoire
- **Incitation des jeunes**, grâce à une stimulation des vocations et un essor de métiers passant par un véritable accompagnement sur le développement de la filière de production énergie durable
- Formulation d'une **stratégie territoriale de métiers** grâce à une Coordination de l'action des collectivités infra-territoriale sur les questions liées au climat et à l'énergie
- Concertation et partage en matière de **planification** avec les parties prenantes, notamment par l'intermédiaire d'un Schéma territorial d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (STADDET), qui intègre les Schémas régionaux climat air énergie (SRCAE), mais aussi du Schéma régional biomasse et du Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD).

NOUVELLE GAMME RENAULT



SYMBIOZ SCÉNIC E-TECH CAPTUR

**Guyane
Automobile**



WWW.RENAULT-GUYANE.FR

MATOURY (Zone Terca) | KOUROU | ST-LAURENT DU MARONI

Pensez à covoiturer. #SeDéplacerMoinsPolluer

Chantiers d'insertion

LA RELÈVE EN MARCHÉ, L'AVENIR EN CHANTIER

Jeunesse, aménagement du territoire, emploi et service militaire...

Il y a 63 ans, un service militaire a réussi à affilier ces 4 sujets afin

de créer quelque chose de bien plus grand, le **RSMA de la Guyane**.

Ou comment encourager la jeunesse d'aujourd'hui à bâtir la Guyane de demain. Texte Laurie-Anne Antoine

QUAND LE MILITAIRE REJOINT LE SOCIAL

Ne vous arrêtez pas à leurs uniformes ou encore à leur rigueur car, ce qui d'apparence ressemble trait pour trait à un simple groupe de militaires, opère à bien plus de niveaux que l'on ne le croit. L'omniprésence du RSMA sur le territoire guyanais à ce jour, s'explique d'abord par un constat : celui d'une précarité grandissante chez une population qui ne cesse de croître et majoritairement composée de jeunes. En alliant cette problématique à celle du désenclavement de la région, c'est une solution innovante qui en ressort : former les jeunes éloignés du marché de l'emploi, dans un cadre structurant pour leur donner des perspectives d'insertion, puis transformer leurs connaissances en pratique, en participant à l'aménagement du territoire au travers de chantiers pratiques.

ALLIER LA THÉORIE À LA PRATIQUE

Véritable tremplin professionnel, le RSMA attire chaque année environ 850 jeunes volontaires stagiaires, âgés de 18 à 25 ans. Engagés pour acquérir des savoir-faire cruciaux dans le domaine des espaces verts, du bâtiment et des travaux publics, de la mécanique et du transport logistique ou des services, ils développent à la fois un savoir-

faire et un savoir-être inspirés de la discipline militaire tout en répondant aux besoins économiques de la Guyane.

Frédéric Analopoe, volontaire au sein de la filière Agent d'entretien du bâtiment (AEB), est un bel exemple de cette démarche : « Je ne savais pas trop à quoi m'attendre en rejoignant le RSMA, mais après cinq mois ici, je me sens vraiment à ma place. J'ai participé au chantier de l'école Rosa Parks à Saint-Jean-du-Maroni, où j'ai fait de la peinture, du carrelage et des enduits. J'ai eu l'occasion d'apprendre concrètement, en me formant sur le terrain. Et aujourd'hui, je peux affirmer que je me sens plus accompli et j'espère rapidement entrer dans le monde du travail. »

PLACE À L'INNOVATION

Ouverture de plus de 300 kilomètres de routes et de pistes forestières, construction de ponts, participation à l'aménagement de nombreuses pistes d'aviation et bien plus encore... Ces projets menés par le RSMA, ont considérablement désenclavé la région, facilitant les déplacements et les échanges notamment dans les zones reculées.

Mais pour se rendre toujours plus efficace, le régiment se distingue par son engagement à toujours innover. Avec l'arrivée des simulateurs d'engins de travaux publics, les

jeunes stagiaires pourront, bientôt, se former sur des machines imposantes tout en restant dans un cadre sécurisé.

En parallèle, le RSMA joue aussi le rôle d'incubateur avec son FAB LAB, un espace dédié à la créativité et à l'innovation. Les jeunes y développent des projets, exercent leurs compétences et enrichissent leur bagage professionnel, tout en développant leur autonomie.

ENGAGEMENT, SOLIDARITÉ ET COORDINATION

Ce sont trois des nombreuses valeurs qui expliqueraient, selon le colonel Roméo François, le succès du RSMA Guyane aujourd'hui. « Ce dispositif est extraordinaire car il allie la discipline militaire à l'engagement social, afin de lever tous les freins à l'insertion : qu'il s'agisse d'ouvrir un compte en banque, de combattre l'illettrisme ou d'apporter un soutien psychologique. On donne aux jeunes un maximum d'outils pour réussir. Grâce au soutien indispensable et à la confiance de nos partenaires locaux, les volontaires apprennent à devenir de véritables citoyens, prêts à bâtir la Guyane de demain. C'est une fierté de voir leur courage, leur discipline, et de savoir qu'ils sont prêts à contribuer à leur développement, comme à celui du territoire. »



RSMA
GUYANE
S'engager pour réussir

Régiment du service militaire adapté de la Guyane
<https://www.rsmaguyane.fr/>

Mobilité

YANÉO

DANS LES STARTING-BLOCKS !

Projet emblématique et très attendu par la population guyanaise, le projet de Transport en Commun en Site Propre (TCSP), Yanéo, piloté par la Communauté d'agglomération du centre littoral (CACL), rentre dans sa première phase de test avec une mise en service prévue au second semestre de 2025.

Texte Sandrine Chopot



Vue aérienne TCSP YANÉO - Bd de la République



Vue aérienne TCSP YANÉO - Bd des Cités - Cité Cabassou

Pour répondre à la forte croissance démographique et inciter les Guyanais à utiliser les transports en commun et les modes doux, la CACL a souhaité leur offrir un service de transport attractif, fiable, moderne et écologique. « Sur une voie réservée et sécurisée, les 16 bus à haut niveau de service (BHNS) desserviront des axes à fortes demandes. Le projet global s'étend sur 20 km et permettra à terme la liaison entre les communes de Matoury, Cayenne et Rémire-Montjoly. Concernant la 1ère phase du projet, les travaux ont débuté en 2020 par la création de 2 lignes sur un parcours de 10,4 km de voie dédiée, qui desserviront 21 stations », nous explique Isabelle Patient, directrice Habitat aménagement et mobilité à la CACL.

UNE FIN D'ANNÉE SERRÉE

Jusqu'au 27 octobre, des essais seront réalisés pour tester et ajuster le fonctionnement de chaque feu tricolore à chaque carrefour. Ces essais se feront au sol et sans bus. « Les 28 et 29 octobre, il s'agira de s'assurer de leur bon fonctionnement et de leur conformité. Cette fois-ci, les tests seront réalisés avec un bus de l'Agglomération en attendant la livraison des BHNS », précise Isabelle Patient. Du 30

octobre au 30 novembre, place à la vérification du service régulier pour tester et ajuster l'ensemble des feux tricolores dans des conditions réelles avant leur mise en service. « Des contrôles seront également effectués au niveau du centre de maintenance et de remisage, autrement dit la tour de contrôle du réseau, situés au terminus de Maringouins », ajoute la directrice.

MARCHE À BLANC

Long de 18 mètres, les bus articulés à motorisation hybride seront dotés de vidéo surveillance et d'un poste de pilotage isolé. La conduite des BHNS

Soutien national et européen

Fortement soutenu par le ministère de la Transition écologique, la CACL a été lauréate du 3ème appel à projet Grenelle en 2014 et du 4e appel à projets « Transports collectifs en site propre (TCSP) et Pôles d'échanges multimodaux (PEM) » lancé par le gouvernement en 2020. Ce projet est également fortement soutenu par l'Europe avec une subvention de 40 millions d'euros pour cette première phase.

nécessite donc une prise en main. À la fin des travaux et avant de circuler avec des voyageurs, des formations

16 000 voyageurs/jour

Ce nouveau réseau de transport dont la mise en service est attendue pour le 2ème semestre 2025 devrait permettre de transporter plus de 16 000 voyageurs par jour entre Maringouins et Mont-Lucas à une fréquence de passage des BNHS toutes les dix minutes en heure de pointe.

seront mises en place pour tous les chauffeurs avec des marches à blanc avant. « Au-delà des chantiers physiques, nous rentrons dans une phase de déploiement de tous les systèmes d'aide à l'exploitation et d'information voyageurs qu'il conviendra de vérifier et d'ajuster si besoin », poursuit-elle.

DÉSENGORGER ET DÉSENCLEAVER LE TERRITOIRE

Le TCSP permettra de faciliter la circulation des bus dans les zones très embouteillées. Tout le long du tracé, les 10 km de pistes cyclables seront finalisés dès la fin de l'année. « On escompte une réduction de 27 % des GES. Au-delà de l'impact environnemental, ce projet dont le coût global s'élève à 183 millions d'euros a pour objectif de désenclaver les quartiers isolés tel que Mont-Lucas, d'ouvrir à l'urbanisation de nouveaux secteurs et d'accompagner la rénovation des quartiers traversés », conclut Isabelle Patient.

Transition des territoires

PASSAGE AU VERT

Les subventions d'État réussiront-elles à donner le coup d'accélérateur suffisant au verdissement de nos territoires et de nos économies ? Suite de notre enquête auprès des lauréats du Fonds vert 2023. (3/6) Texte Floriane Jean-Gilles



Transformation du quartier Bon Air en écoquartier

Porteur du projet : Commune de Fort-de-France/Aménageur concessionnaire SAS Bon Air

Coût total du projet : 59 M €

Subvention Fonds vert : 2,5 M €

Le quartier Bon Air a été créé en 1965 pour reloger les ménages du morne Pichevin arrivés massivement des campagnes vers Fort-de-France à la suite de la crise agricole. Construits sur le modèle des HLM hexagonaux, les bâtiments livrés bruts de béton se sont rapidement dégradés poussant Serge Letchimy, alors maire de Fort-de-France, à lancer un plan de sauvegarde en 2007. Un risque sismique non corrigible étant avéré, la démolition était inévitable.

« La 1^{ère} phase du projet, aujourd'hui terminée, a consisté à mettre la population en sécurité, nous explique Yannis Baflast, directeur de la SAS Bon Air. Nous avons délogé et relogé les résidents et géré 95% des déménagements, en qualité d'aménageur concessionnaire de la ville de Fort-de-France depuis 2012. La seconde phase, aujourd'hui en cours, consiste à aménager et équiper le quartier pour construire les nouveaux bâtiments d'ici 2030. Pour celle-ci nous avons bénéficié de la subvention Fonds vert, qui ciblait les projets en mesure de démarrer rapidement. Nous avons perçu 50% de la somme, versée par acomptes au prorata de l'avancement des opérations. Le solde sera versé une fois la phase

d'aménagement effectuée. Initiée après la crise COVID, les opérations d'aménagement ont été interrompues pendant 24 mois, faute de trésorerie suffisante pour assurer la continuité des travaux sans à-coups. Le besoin de trésorerie est estimé à 20 millions d'euros : c'est le montant du prêt visant à préfinancer les subventions publiques accordé par l'AFD. Les phases de désamiantage et de démolition de la copropriété dégradée ont été finalisées pendant la crise COVID, nous travaillons depuis un an à remettre en place l'ensemble des réseaux : évacuation des eaux pluviales et des eaux usées, éclairage public intelligent, fibre optique, système électrique sous-terrain pour la recharge des véhicules électriques, par exemple. »

FIN DE L'AMÉNAGEMENT EN 2027

La ZAC Bon Air, écoquartier caribéen, s'étend sur 4,5 hectares, c'est un espace urbain conséquent à l'échelle de Fort-de-France. Il est situé à 1 kilomètre environ du centre foyalais et à 500 mètres de la rocade ou du TCSP. Le nouvel écoquartier a vocation de relier plusieurs secteurs de la ville entre eux via l'avenue Maurice Bishop, une coulée

verte est également prévue de la route des Religieuses vers Sainte-Thérèse. Yannis Baflast poursuit : « L'écoquartier caribéen Bon Air entend proposer des solutions pour favoriser la mixité sociale et améliorer le cadre de vie des résidents en offrant des équipements publics de qualité (centre culturel dédié à la musique, maison de la petite enfance, ludothèque, jardin partagé, parcours sportif). 4000m² en rez-de-chaussée des bâtiments seront dédiés aux activités et services. Au centre de l'écoquartier, des espaces verts seront aménagés sur 1,3 hectare, véritable poumon vert pour garantir des îlots de fraîcheur. »

« L'écoquartier caribéen de Bon Air représente un investissement de 59 millions d'euros. À ce jour, nous avons dépensé 30 millions d'euros, 29 millions restent encore à régler pour finaliser le volet aménagement et équipements du programme, en 2027. L'effort financier est conséquent, mais l'effet levier est tout aussi considérable puisqu'on estime à 100 millions l'investissement en construction de 450 logements sur les 5 années à venir », conclut Yannis Baflast.

Docteurs en sciences

“QUE CHERCHEZ-VOUS ?”

Réponses courtes et précises des jeunes chercheurs et docteurs de l'université des Antilles-Guyane.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

Hanna-May Malahel

“ Pourquoi les algues prennent le dessus sur le corail ? ”

Quel est l'intitulé de votre thèse ?

« Processus de coral-algal phase shift en Guadeloupe : recherche des facteurs influents et outils de remédiation »

Quand allez-vous soutenir ?

Ma soutenance est prévue fin 2026.

Pouvez-vous résumer vos travaux en une phrase ?

Je cherche à comprendre pourquoi des algues arrivent à se développer plus vite et finissent par prendre le dessus sur le corail.

Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

Le « coral-algal phase shift » est un phénomène écologique qui se manifeste par le remplacement d'un récif corallien sain, c'est-à-dire dominé par les coraux, par un récif dominé par les macroalgues (algues marines). Ce phénomène entraîne une perte de biodiversité et un déséquilibre de l'écosystème marin. Les facteurs responsables de ce phénomène découlent directement de l'eutrophisation (excès de nutriments dans l'eau comme les nitrates et les phosphates souvent dû à la pollution) et de la diminution de la pression de broutage par les herbivores marins comme les poissons et les oursins. Lorsque ces animaux deviennent rares (surpêche), les algues prennent le dessus.

Afin de mieux cibler les principales sources de



pollution réparties sur l'archipel, je mène des analyses sur les macroalgues récoltées sur le pourtour de la Guadeloupe, de Marie-Galante, des Saintes, de Petite-Terre et de la Désirade. En effet, grâce à la technique d'analyse isotopique*, ces algues nous informeront sur l'origine des pollutions faisant pression sur plus de 173 sites.

Un autre volet de la thèse est consacré à la compréhension de la physiologie des coraux et des algues durant le phénomène. Enfin, une fois les facteurs identifiés et discriminés, des solutions de restauration seront explorées pour espérer un meilleur avenir de l'une des ressources les plus riches et lucratives de nos îles : les récifs coralliens.

Quels sont vos projets après la thèse ?

Après ma thèse, je souhaite entreprendre des projets de recherche sur l'écologie récifale dans la Caraïbe en tant que maître de conférences. Mon objectif est de développer des stratégies de conservation et de restauration de ces écosystèmes vitaux.

*Analyse isotopique : examen des variantes d'un élément dans un échantillon pour obtenir des informations sur son histoire et ses origines.

Biodiversité

RECONNECTER LES HOMMES À LA NATURE

Avec 5 500 espèces végétales et 1 500 espèces animales, la Guyane est la plus grande réserve de biodiversité française. Parce qu'il faut apprendre à mieux la connaître pour mieux la protéger, des activités innovantes et ludiques invitent la population à redécouvrir la nature.

Texte Adeline Louault

Né en 1999, le réseau régional d'éducation à l'environnement GRAINE Guyane rassemble une soixantaine d'associations et de structures engagées dans le domaine de l'environnement et de la protection de la biodiversité. Parmi elles, plusieurs interviennent dans les établissements scolaires ou directement sur le terrain pour sensibiliser le public à la nature et à la nécessité de la préserver. C'est le cas, entre autres, du Parc amazonien de Guyane, de Sepangy, de Kwata, d'OSL ou de Muntu Gwiynn. Cette dernière officie principalement dans l'ouest, de Mana à Maripasoula, là où les associations sont moins présentes du fait des difficultés d'accès aux communes isolées.

Son nom vient de « Moun » qui signifie « Personne » et par extension « Être humain » en créole. Créée en 2018 par Guylaine Bourguignon, elle propose des activités participatives et transgénérationnelles invitant à l'échange et au partage des connaissances sur la biodiversité. « Nous pensons que chacun a quelque chose de valeur à partager », explique la présidente de l'association. « Dans un domaine où l'éducation à l'environnement peut parfois être unidirectionnelle, nous souhaitons réorienter cette dynamique vers un apprentissage multidirectionnel car nous sommes persuadés que le scientifique ou le chargé de sensibilisation et le civil ont autant à apprendre l'un à l'autre ».

DES ACTIVITÉS DE TERRAIN

Activité phare de l'association, les « Randonat » sont des balades mensuelles diurnes ou nocturnes à thème. On y découvre des espèces animales, des écosystèmes spécifiques comme les rizières ou les mangroves, mais aussi, parfois, les métiers de l'agriculture ou de l'agroforesterie. Soucieuse de toucher un maximum de personnes, et pas seulement les touristes, l'association développe également depuis peu les « Yanature ». « Cette démarche vise à aller directement dans les quartiers ou sur les sites de balade, de baignade, à la rencontre des personnes qui s'y trouvent, et de les emmener observer la nature, pêcher, etc. », précise Mélodie Schmidt, chargée de mission Environnement et Développement durable au sein de Muntu Gwiynn. Si les jeunes sont réceptifs, les adultes restent ouverts aux échanges mais plus difficiles à mobiliser. « Notre public est constitué à 70 % d'enfants et d'ados. » Muntu propose également des animations sur les marchés de Javouhey et de Mana avec des jeux (chamboule ton animal, pêche à la ligne, memory...), des partages de plats végétariens, des sensibilisations aux dangers du plastique, etc. Des « clean up day » sont également organisés dans les communes. Enfin, lors des « Biodivart », proposés au centre social Makandra de Mana, les

enfants apprennent à créer, souvent avec des artistes professionnels, des maquettes, des tableaux, des attrape-rêves avec des végétaux ramassés sur les layons.

ÉDUCER ET FORMER LES GÉNÉRATIONS FUTURES

De nombreuses actions sont également menées dans les écoles. Ainsi, les Aires terrestres éducatives visent à encadrer une classe dans la gestion d'un petit territoire naturel. « En 2023, les classes de 6^e du collège Léo Othily ont choisi de gérer la mare de Bâti Massô à Mana », explique Guylaine Bourguignon. « Les objectifs sont nombreux : former les plus jeunes à l'éco-citoyenneté et au développement durable, les reconnecter à la nature et à leur territoire, favoriser le dialogue entre les élèves et les acteurs de la nature (usagers, acteurs économiques, gestionnaires d'espaces naturels...). » Aujourd'hui, l'association cherche à pérenniser ses activités tout en restant attentive à la formation des jeunes adultes du territoire (alternance, emploi civique, stage...). « Ils savent déjà beaucoup de choses. On le voit à travers notre partenariat avec les maisons familiales rurales et les missions locales : ils ont envie de s'impliquer dans le domaine de l'environnement », conclut Guylaine Bourguignon.



Opération « Clean up day » avec les enfants de Mana, menée en partenariat avec la CCOG, Muntu Gwyann et l'association Cantinho Do Brasil 973.



Animation au marché de Mana



Les enfants de l'école Tchi Tsou à Mana découvrent, avec les membres de Muntu Gwyann, les espèces présentes sur leur ATE (aire terrestre éducative).



Emmenés par l'association Muntu Gwyann, les élèves du collège Paule Berthelot à Javouhey observent des singes tamarins à mains jaunes.



Des collégiens d'Apatou étudient, sous l'égide de Muntu Gwyann, l'usage de la biodiversité dans la culture bushinengé. Ici, les adolescents pêchent et participent à des jeux sur le thème du cycle de vie de la rivière.



Séance de « Biodivart », ou comment créer une oeuvre à partir de végétaux récoltés dans la nature.

Carrière d'Ultramarin

DE LA MARTINIQUE À HARVARD, UN PARCOURS D'EXCELLENCE

Adolescente, Cécile Fromont rêvait de changer le monde, en s'engageant en politique. Aujourd'hui professeure d'Histoire de l'art à Harvard, elle apporte un nouveau regard sur les liens complexes entre l'Afrique et l'Europe à l'époque du commerce triangulaire. Texte Marie Ozier-Lafontaine

Pourquoi avoir choisi d'enseigner aux États-Unis ?

Au départ, mon projet était de faire de la politique, j'ai donc intégré Sciences Po Paris. Tout a basculé lorsque j'ai eu l'opportunité de participer à un échange universitaire aux États-Unis, à l'Université de Berkeley. Je me suis inscrite en Histoire de l'art, sujet qui attisait ma curiosité. Là, j'ai eu comme un déclic et à mon retour en France, j'ai cumulé deux cursus, un en Sciences politiques et un en Histoire de l'art, à l'école du Louvre. Je traversais la Seine tous les jours en courant pour suivre les cours des deux écoles ! Après un stage de fin d'études au Brésil, j'ai postulé pour un doctorat à Harvard, où je me suis spécialisée sur l'époque moderne, du 15^e au 18^e siècle. Après mon post-doctorat, je suis devenue professeure d'Histoire de l'art. L'art est un terrain d'études extraordinaire pour interroger autrement la construction des sociétés.

Pourquoi avoir choisi de vous intéresser à la culture visuelle, matérielle et religieuse de l'Afrique à l'époque du commerce triangulaire ?

Cet angle de recherche permet de penser la relation de l'Europe à l'Afrique de manière différente, loin des discours simplistes, qui voudraient que l'Afrique n'ait pas contribué à l'Histoire ou qu'aucun document ne permettrait d'étudier son passé. Or l'étude des objets, des images, de l'art en général permet d'approfondir nos connaissances sur l'histoire de l'Afrique et de comprendre l'importance de sa contribution à la construction de l'Europe. Sans l'Afrique, l'Europe telle que nous la connaissons aujourd'hui n'existerait pas ! Les deux histoires sont étroitement liées et se sont coconstruites sur plusieurs siècles. J'ai écrit deux ouvrages pour restituer une vision plus complète de cette histoire, plus complexe qu'il n'y paraît.

Sciences Po Paris, Berkeley, Yale, Harvard... D'où vient votre quête d'excellence ?

Mes parents et mes professeurs m'ont toujours encouragée à faire de mon mieux. Il y avait une vraie émulation dans ma famille, notamment avec mes frère et sœur qui étaient de bons élèves. En tant que benjamine, j'ai suivi cet exemple ! Et puis, quand j'étais enfant, les études étaient souvent perçues aux Antilles comme un moyen de réussir. Mon éducation m'a donné une rigueur et une discipline qui m'ont accompagnée tout au long de mon parcours. Aujourd'hui, je n'ai plus rien à prouver, et je travaille avec passion !

MINI BIO

Après l'obtention de son Bac au lycée de Bellevue, Cécile Fromont a étudié à Sciences Po Paris et à l'Université de Berkeley, avant d'obtenir son doctorat à Harvard. Professeure depuis une quinzaine d'années aux États-Unis, elle est l'auteur de deux ouvrages, *L'art de la conversion : culture visuelle chrétienne dans le Royaume du Kongo*, édité par Les Presses du Réel et *Images on a Mission in Early Modern Kongo and Angola*, édité par Penn State University Press. Actuellement en Italie pour son projet de recherche, elle s'attèle à terminer son 3^{ème} ouvrage.



- ENTREPRISES

Transport et logistique

UN ANCRAGE TERRITORIAL SOLIDE



*René Hoareau , directeur et
Antoine Thomas, président*

Acteur majeur du transport maritime et aérien et commissionnaire en douane, le groupe **Balguerie** a repris depuis le 1er août 2024 les activités ultramarines de Bolloré Logistics. Une acquisition qui renforce la solidité de l'entreprise tout en s'inscrivant dans une stratégie de continuité territoriale et de proximité avec ses collaborateurs et clients. Le point avec Antoine Thomas, son président.

Texte Sandrine Chopot

Pourriez-vous nous rappeler la genèse du groupe Balguerie ?

Antoine Thomas : Créée en 1930 à Bordeaux, Balguerie est une entreprise 100 % familiale. Dans le cadre du rachat de Bolloré Logistics, la commission européenne et de l'Autorité polynésienne a demandé à la CMA CGM, qui se trouvait en concurrence déloyale sur l'arc antillais et polynésien, de trouver une autre solution que la vente de ses territoires à CEVA Logistics. C'est dans ce cadre et suite à un appel d'offres que le groupe Balguerie s'est porté acquéreur de l'ensemble des activités du prestataire en Guadeloupe, en Martinique, à Saint-Martin, en Guyane et en Polynésie et sur l'ensemble des organisations métropolitaines situées à Rouen, le Havre, Dunkerque et Orly. Une acquisition qui s'inscrit dans la stratégie de croissance du groupe et qui nous permet de développer notre expertise reconnue dans les territoires ultra-marins.

Quel impact pour vos collaborateurs et vos clients ?

Il est très important de souligner que cette acquisition s'inscrit dans une continuité territoriale. En effet, nous conservons l'intégralité des collaborateurs. Pour nos clients, les interlocuteurs restent les mêmes ainsi que les services que ce soit sur les destinations ultramarines ou en métropole. Nous souhaitons garder une proximité avec nos clients avec lesquels nous avons tissé une vraie relation de confiance et qui reconnaissent notre expertise.

Justement, quelle est votre expertise ?

Balguerie est commissionnaire en transport maritime et aérien et commissionnaire en douane. Notre volonté n'est pas de faire de la volumétrie et de la massification d'expédition. L'ADN du groupe repose sur la culture

de l'écoute, le goût du service client et du conseil, un professionnalisme reconnu, le sens de l'engagement, une parfaite maîtrise des réglementations. Nous sommes en mesure de proposer à nos clients des schémas d'expédition sur-mesure en tenant compte des spécificités de chaque destination. La proximité du haut management est également une force qui nous permet de prendre des décisions rapides et d'être très agiles.

Quelles ambitions le groupe se fixe-t-il pour la Guyane ?

La Guyane est confrontée à une forte croissance démographique. C'est un territoire en devenir avec l'émergence de projets d'envergure. Le Groupe Balguerie est présent aux côtés de tous les acteurs économiques locaux, en leur apportant des réponses adaptées aux besoins du marché

Dans les domaines du BTP, du spatial, de l'automobile, de la santé, du commerce, des énergies renouvelables, etc. nous intervenons sur l'ensemble du territoire mais aussi sur les sites les plus isolés.

Le groupe met un point d'honneur à favoriser l'emploi local. Notre bureau de Cayenne regroupe 40 collaborateurs qui accompagnent l'ensemble de nos activités sur le territoire. Dans le cadre de notre politique RSE, nous avons des accords avec les établissements scolaires pour mettre en place des formations. Près de 30 jeunes/an découvrent les métiers du transport. Pour optimiser le travail de nos collaborateurs, des investissements importants sont réalisés en matière de digitalisation et de formation. Enfin, nous avons fait le choix d'avoir un ancrage territorial solide et durable avec tous les acteurs économiques du territoire dans une logique de gagnant-gagnant !



Axel Alonzeau, responsable du développement commercial chez Dauphin Telecom Business.

B to B

OFFRIR LES MEILLEURES TECHNOLOGIES

Acteur majeur du numérique et des télécommunications aux Antilles-Guyane, **Dauphin Telecom Business** propose des solutions sur mesure, adaptées aux besoins des entreprises qui cherchent à améliorer leur connectivité. Texte Maë Poyel - Photo Lou Denim

À l'ère de l'innovation technologique, Dauphin Telecom Business se présente comme un acteur incontournable de la connectivité pour les entreprises. Sa mission première ? Que ses clients simplifient leur collaboration avec leurs partenaires. La technologie Centrex s'appuie sur la téléphonie IP et permet une gestion couplée de l'accès Internet et de la téléphonie. Cette dernière étant accessible à partir d'un poste fixe, d'un smartphone, d'un PC ou d'une tablette permet au client de gagner en productivité. « La technologie Centrex, permet d'unifier tous les équipements pour une gestion simplifiée et efficace. Nous avons intégré cette technologie avec la licence 3CX pour offrir des solutions complètes et prêtes à l'emploi. C'est une technologie sur laquelle nous sommes fiers d'être les leaders aux Antilles-Guyane. La technologie Centrex centralise les appels et toutes les données de l'entreprise comme les répertoires, les journaux d'appels et les statistiques », souligne Axel Alonzeau, responsable du

développement commercial chez Dauphin Telecom Business.

L'opérateur propose deux familles de produits issues de sa gamme DTX : la téléphonie IP Centrex d'entreprise, qui optimise les communications internes et externes grâce à une infrastructure moderne et efficace, et « Visio By Dauphin », une solution



Xenios - Blanc finitions bois

de visioconférence d'entreprise offrant des fonctionnalités avancées pour des réunions virtuelles fluides et interactives. Ces produits sont conçus pour répondre aux besoins de communication sophistiqués des entreprises, en assurant une connectivité fiable et une collaboration améliorée.

DESIGN ET TECHNOLOGIES DERNIER CRI

Par le biais de la marque « Visio By Dauphin », les réunions collaboratives bénéficient d'une image nette, d'un son clair, le tout grâce à une caméra UHD 4K grand-angle de 120° et de micros intégrés. L'atténuation des bruits de fond et le focus sur les interlocuteurs lors de leur prise de parole s'effectuent par une intelligence artificielle. D'autres outils comme un tableau blanc facilite la collaboration en temps réel. Distributeur officiel aux Antilles-Guyane de Xenios, une marque de téléphones dédiés aux hôtels, Dauphin Telecom Business offre une gamme qui combine à la fois fonctionnalité et allure. Par leur design personnalisable, les téléphones s'intègrent harmonieusement à toute décoration. Du cuir au métal brossé en passant par le bois, les matériaux mais aussi les couleurs permettent de créer des téléphones qui correspondent aux attentes du client. Avec Yealink, Visio et Xenios, Dauphin Telecom Business offre ainsi les meilleures technologies pour une expérience professionnelle de qualité.

MAZDA

BY GUYANE AUTOMOBILE



CX 5



CX 30



CX 60



CX 80



**Guyane
Automobile**

Cayenne | ZI Collery Ouest
MAZDA-GUYANE.COM

Pensez à covoiturer. #SeDéplacerMoinsPolluer

Transition écologique

PROMOUVOIR

LES PRATIQUES RESPONSABLES

Implantée depuis un an en Guyane, **Élite Écologie** s'engage à adapter ses solutions durables aux besoins spécifiques de ce territoire riche et diversifié. L'entreprise vise surtout à sensibiliser les acteurs publics et privés à l'importance d'une transition écologique adaptée. **Walter Bajazet**, fondateur de **Élite Écologie**. Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

Élite Écologie, déjà implantée aux Antilles, est opérationnelle depuis un an en Guyane. Comment s'organise votre déploiement sur place ?

Walter Bajazet : Notre local, basé à Cayenne, compte une équipe d'une dizaine de personnes environ que nous avons majoritairement recrutées localement : un responsable d'agence, un comptable et des conseillers info-énergie. Prochainement, une assistante sur la partie programmation viendra grossir les rangs.

À ce jour, nos collaborateurs se déploient sur la zone de Cayenne et de Saint-Laurent du Maroni, commune particulièrement dynamique et cosmopolite. À terme, nous visons les territoires de Maripasoula, au cœur du parc amazonien et de Camopi, ville frontalière avec le Brésil. Nous proposons nos produits phares comme les chauffe-eau solaires et thermodynamiques ainsi que nos climatiseurs basse consommation compatibles avec kit solaire. Avant la fin de l'année 2024, nous commencerons la commercialisation des panneaux photovoltaïques.

Quel type de marché visez-vous ?

La population guyanaise n'a pas attendu Élite Écologie pour s'intéresser aux questions écologiques et environnementales. Les Guyanais sont majoritairement sensibilisés à la protection de la faune et la flore et vivent, pour la plupart, en connexion avec la nature. Nous savons pertinemment que dans certains villages, l'accès à l'eau chaude sanitaire ou à la climatisation ne présente aucun intérêt. Toutefois, notre présence et notre rôle en Guyane est loin d'être négligeable, car ce territoire est en plein développement. Nous sommes surtout présents pour sensibiliser institutions, sociétés privées et promoteurs immobiliers (logements sociaux, sièges d'entreprises, restaurants, magasins, bâtiments publics, etc.) au respect des nouvelles normes environnementales françaises. Alimenter, par exemple, les parties communes d'un immeuble avec de l'énergie

verte (ampoule basse consommation et panneaux photovoltaïques) doit devenir un réflexe chez tous les constructeurs. C'est en luttant pour réduire l'impact de l'homme sur la planète que nous parviendrons à faire face à la catastrophe environnementale qui s'annonce.

Comment Élite Écologie s'est-elle adaptée à ce territoire et à ses spécificités ?

La Guyane est un territoire immense, avec une population éparse et hétéroclite. Nos équipes se sont adaptées et structurées en ce sens. La culture et le mode de vie des gens sont très différents des nôtres et cela nous pousse à aller plus loin dans notre réflexion. Nous tirons également des enseignements de leur histoire et de leurs savoirs, notamment vis-à-vis de leur environnement exceptionnel et de leur manière de vivre en harmonie avec celui-ci.

Élite Écologie ne cesse de se développer... Il y a quelques mois, le pôle parisien a vu le jour. Vous tenez toutefois à une direction administrative commune. Pourquoi ?

C'est important. Nos agences doivent rester interconnectées, car c'est essentiel pour nous de maintenir, sur l'ensemble des territoires, l'ADN de Élite Écologie. Notre ambition est d'être une entreprise compétitive, certes, mais pas à n'importe quel prix. Nous devons impérativement rester pertinents et cohérents lorsque nous commercialisons nos produits. Chaque nouvelle installation doit avoir un réel intérêt, pour le client, pour la planète. Cela n'a aucun sens de vendre un chauffe-eau solaire à quelqu'un qui n'en veut pas ou pour qui l'eau chaude n'a pas d'utilité ! Nos équipes, qu'elles soient aux Antilles, en Guyane ou à Paris, sont formées à travailler avec cet état d'esprit. Nos échanges permanents entre territoires entretiennent cette cohésion indispensable.



“ Nous sommes surtout présents pour sensibiliser institutions, sociétés privées et promoteurs immobiliers au respect des nouvelles normes environnementales françaises ”

*Walter Bajazet,
fondateur de Élite Écologie*

Tendance au travail

Réinventer la gestion des talents

Apprendre un nouveau métier et développer de nouvelles compétences au sein même de son entreprise sont devenus monnaie courante. Trois modes de formation continue coexistent pour maintenir une main d'œuvre agile et compétitive : le reskilling, l'upskilling et le cross-skilling. De quoi s'agit-il exactement ? Texte Sarah Balay

FAIRE SA DEMANDE UN MOIS À L'AVANCE LE RESKILLING POUR CHANGER DE MÉTIER

Ce principe de requalification offre aux employés, via une formation de durée variable, l'opportunité d'acquérir de nouvelles compétences afin de répondre efficacement aux besoins de l'entreprise. L'employeur peut choisir cette option lors de la phase de recrutement. Face à la pénurie de talents, la direction peut, en effet, embaucher un candidat sur un poste alors même qu'il ne possède pas encore les aptitudes nécessaires et s'engage ensuite à le former.

La requalification peut aussi concerner un salarié déjà présent, mais dont le poste disparaît. Par exemple, lorsqu'une entreprise décide d'automatiser sa chaîne de production, les opérateurs peuvent être formés à devenir techniciens en maintenance de robots.

L'UPSKILLING OU LA MONTÉE EN COMPÉTENCES

Via une formation spécifique, le salarié affine son savoir-faire et se perfectionne, mais toujours dans son domaine de prédilection. Une manière de répondre aux exigences croissantes de certains secteurs ou tout simplement d'endosser davantage de responsabilités.

Un développeur de logiciels pourrait suivre une formation avancée en intelligence artificielle pour travailler sur des projets plus complexes au sein de son équipe.

DEVENIR POLYVALENT AVEC LE CROSS-SKILLING

Le cross-skilling permet à un salarié d'élargir son domaine d'action au sein de l'entreprise. Il acquiert ainsi des compétences dans plusieurs domaines différents, souvent connexes. La polyvalence a l'avantage de « casser » la routine et d'offrir une vision en 360° de l'entreprise tout en facilitant la flexibilité organisationnelle et la répartition des ressources. Pour rendre un service marketing plus efficace, l'équipe peut apprendre les bases de la programmation web et de l'analyse de données. Un bon moyen d'interpréter directement les données de campagne et d'ajuster les stratégies en temps réel.



Le saviez-vous ?

Le 5^e baromètre de la formation et de l'emploi de Centre Inffo (réalisé en 2024 en partenariat avec l'institut d'études CSA) révèle que 90 % des répondants (actifs français de 18 ans et plus) estiment que la formation professionnelle est une manière efficace de répondre aux défis du monde du travail. Même si 63 % des sondés ont le sentiment qu'elle a un caractère contraignant, la moitié d'entre eux souhaite en suivre une au cours de l'année. Ceux qui ne le souhaitent pas le justifient par le manque d'envie (27 %), le manque de temps (24 %) et le manque de budget (22 %). Cette année, les formations les plus demandées sont issues des domaines de l'informatique, de l'anglais, de la comptabilité, de la gestion et du management et de l'intelligence artificielle.

bonfilon

by EW'AG

Vous recherchez un **talent** ?



Vous recherchez un **emploi** ?

Trouvez celui ou celle qui partage vos valeurs sur **bonfilon.info**

Inscrivez-vous

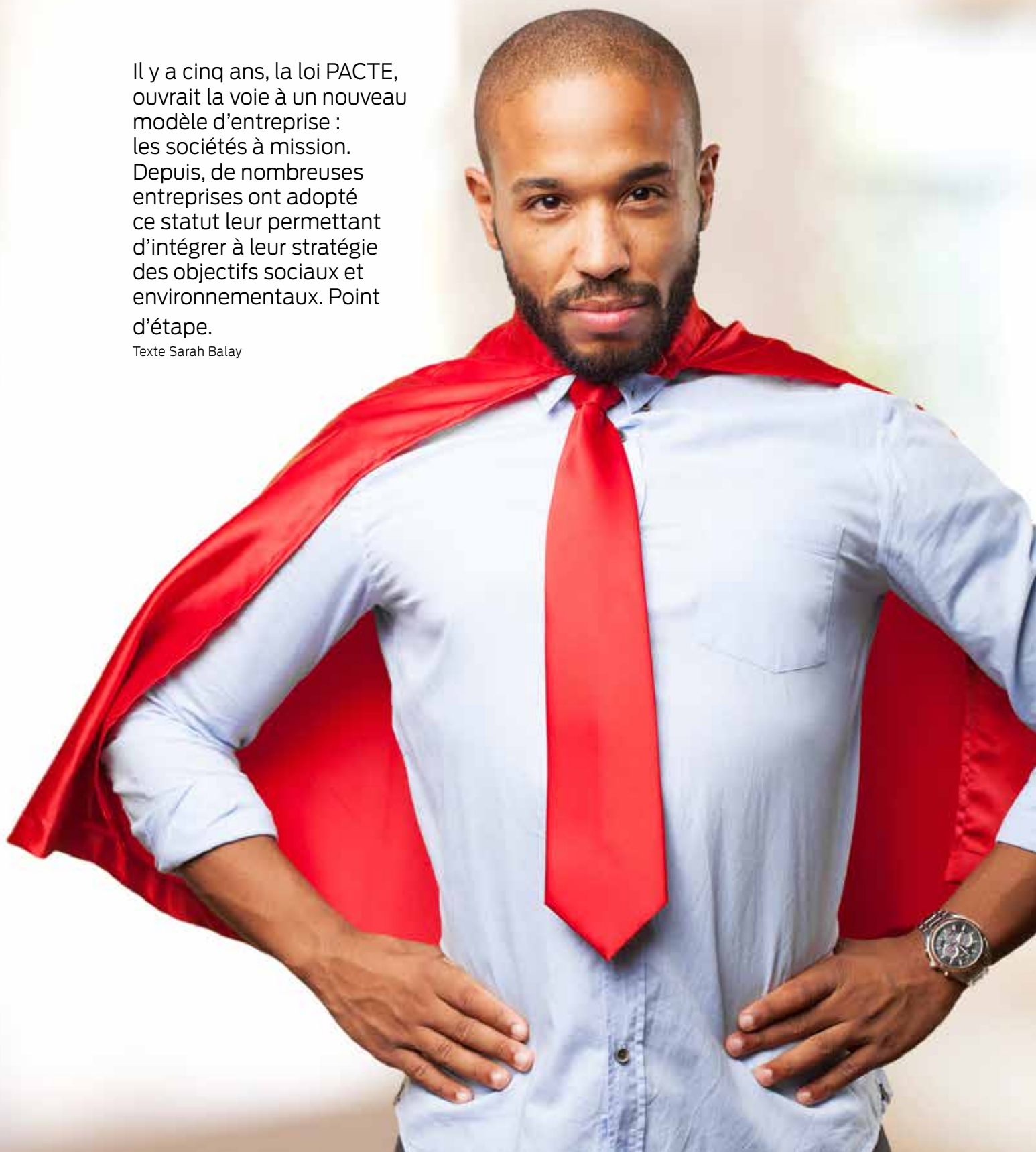
ANTILLES-GUYANE



LA “**SOCIÉTÉ À MISSION**” RÉCONCILIE PERFORMANCE ET ENGAGEMENT SOCIÉTAL

Il y a cinq ans, la loi PACTE, ouvrait la voie à un nouveau modèle d'entreprise : les sociétés à mission. Depuis, de nombreuses entreprises ont adopté ce statut leur permettant d'intégrer à leur stratégie des objectifs sociaux et environnementaux. Point d'étape.

Texte Sarah Balay



1 600 ENTREPRISES À MISSION EN 5 ANS

Le plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (PACTE) est le fruit de deux années de réflexion et de collaboration menées entre les entreprises, les parlementaires, les syndicats et la société civile. Objectifs : « donner aux entreprises les moyens d'innover, de se transformer, de grandir et de créer des emplois ». La loi PACTE est finalement promulguée en mai 2019 regroupant dix mesures phares dont plusieurs d'entre elles simplifient la croissance des entreprises. Figurent également deux grandes nouveautés : l'instauration, pour les entreprises, d'une responsabilité sociale et environnementale (RSE) et la création de la qualité de société à mission. À ce jour, la France (Outre-Mer compris) en compte environ 1 600 regroupant plus d'un million de salariés, soit une augmentation de 34 % en un an. L'observatoire dédié s'était toutefois fixé l'objectif d'atteindre les 10 000 entreprises en 2027... Nous sommes donc encore loin du compte.

Une double certification

Pour prétendre à être une société de mission, l'entreprise doit inscrire une raison d'être dans ses statuts, y ajouter les objectifs environnementaux et sociaux ainsi que les actions mises en place pour les atteindre. Afin d'être répertorié et mentionné au répertoire Sirene (système national d'identification et du répertoire des entreprises et de leurs établissements), ce nouveau statut devra être déclaré au greffe du tribunal de commerce.

Le respect de la feuille de route fait l'objet de contrôles réguliers et le statut peut être perdu en cas de « dérapages ». Le suivi est assuré par un comité de mission composé d'au moins un salarié qui est chargé d'éditer un rapport annuel. La réalisation des objectifs est vérifiée tous les deux ans (trois ans pour les entreprises de moins de 50 salariés) par un organisme tiers indépendant (OTI), référencé et accrédité.

RESPONSABILISER L'ENTREPRISE

La loi PACTE modifie le Code civil et le Code de commerce pour que les enjeux sociétaux et environnementaux intègrent la stratégie

et l'activité des entreprises. Les actions sont déterminées selon le fonctionnement, les ressources et le secteur de l'entreprise. La loi n'exige cependant aucune obligation de résultat. Les sociétés peuvent, par exemple, favoriser l'inclusion et la mixité, privilégier l'économie circulaire, investir dans des technologies durables, etc. Les entreprises ont aussi la possibilité de se doter d'une raison d'être orientée vers l'intérêt collectif au-delà des objectifs purement commerciaux. Une démarche préalable à l'obtention d'un tout nouveau statut : celui d'entreprise à mission. L'entreprise décide ainsi de s'imposer de nouvelles contraintes (objectifs chiffrés, datés) pour devenir plus vertueuse. Par exemple, la Camif, enseigne spécialiste de l'équipement de maison a décidé de mener plusieurs actions pour soutenir le made in France et l'emploi local. Elle mise sur la vente de produits moins polluants et la valorisation du recyclage.

UN ENGAGEMENT QUI DEVIENT UN ATOUT

Devenir une entreprise à mission répond aux enjeux sociétaux actuels tout en offrant des bénéfices significatifs à l'entreprise. Cette nouvelle dynamique redonne du sens aux collaborateurs, fédère les équipes autour d'un projet commun et crée une culture d'entreprise solide. En renforçant positivement la marque employeur, cette démarche permet donc de conserver et d'attirer des talents en quête de sens et de valeurs, ainsi que des investisseurs sensibles aux entreprises engagées. En conciliant performance économique et engagement, une entreprise est forcément incitée à innover, autre gage de positivité et de réussite.

(Sources : www.economie.gouv.fr - Thegood.fr - carenews.com - epsor.fr)

EN CHIFFRES

58 % des entreprises à mission sont des micro-entreprises !

32 % sont des PME (petites et moyennes entreprises).

8 % sont des entreprises de taille intermédiaires (ETI).

2 % sont des grandes entreprises.

79 % sont des entreprises de services.

57 % sont basées en région.

50 % d'augmentation du nombre de sociétés à mission dans les départements et territoires d'Outre-Mer, en 2023.

Carte blanche à bonfilon.info

COLLABORATEUR HANDICAPÉ : UN RECRUTEMENT COMME UN AUTRE ?



Afin d'encourager des personnes en situation de handicap à postuler à vos offres d'emploi, il y a plusieurs bonnes pratiques mais aussi une réglementation à suivre. Suivez le guide. (1/2)

Texte Axelle Dorville, rédactrice chez bonfilon.info



Vous le savez sans doute en tant qu'employeur : toute organisation, privée ou publique de 20 employés et plus, est tenue de compter au moins 6 % de travailleurs handicapés dans ses effectifs.

Pour autant, en Guadeloupe, en Guyane et en Martinique, le taux d'emploi des personnes en situation de handicap, qu'il soit visible ou invisible, atteint respectivement 3,32 %, 4,01 % et 6,79 %.¹

Vous souhaitez contribuer à l'emploi des personnes en situation de handicap tout en collant aux obligations légales ? Vous êtes convaincus que les personnes porteuses d'un handicap sont avant tout porteuses de compétences ? Vous pensez qu'un handicap n'existe que lorsque les missions et conditions de travail ne sont pas adaptées au collaborateur ?

¹ source : <https://www.fiphfp.fr/nos-regions>, rapport local 2023

ÉTAPE 1

RÉDIGER UNE OFFRE D'EMPLOI CLAIRE ET INCLUSIVE

Votre objectif est de montrer que vous êtes une entreprise engagée, sans que cela ne sonne faux. Pour qu'un candidat porteur d'un handicap puisse se projeter dans votre entreprise et dans le poste à occuper :

- Listez les compétences recherchées pour attirer le bon profil.
- Évitez d'exiger un certain niveau de diplôme ou un nombre d'années d'expérience professionnelle, qui sont des critères plus discriminants que les savoir-faire.
- Précisez les contraintes liées au poste. Les missions supposent-elles un contact fréquent avec la clientèle, le port de charges, des déplacements par exemple ?
- Informez sur les conditions de travail, en insistant sur l'accessibilité.
- Valorisez les avantages que vous proposez et qui participent à une meilleure inclusion de tous les salariés : participation aux frais de transport, télétravail, horaires flexibles...
- Mentionnez votre politique de diversité ou encore de responsabilité sociale, si cela fait réellement partie de vos valeurs.

Le tout est d'adopter un langage neutre et factuel, tout en utilisant des mots-clés pertinents qui permettront aux candidats en situation de handicap de se positionner. Aymeric Chemin, animateur territorial de l'Agefiph Antilles-Guyane ajoute : *“Souligner que vous étudiez toutes les candidatures à compétences égales ou équivalentes, ou que vous pratiquez une politique inclusive peuvent être des indicateurs pour les personnes concernées”.*

Vous pouvez également utiliser des formulations telles que :

- Notre entreprise est engagée dans une politique en faveur de l'intégration et du maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap.
- Au travers de ses recrutements, [nom entreprise] cultive une politique en faveur de la diversité, de l'égalité professionnelle et de l'emploi des travailleurs handicapés.
- [nom entreprise] s'engage en faveur de la diversité culturelle, l'égalité hommes-femmes et l'emploi des travailleurs handicapés.

Et pour être sûrs de toucher votre cible, pensez à aller là où se trouvent les candidats concernés en postant vos

offres d'emploi sur des sites spécialisés tels que celui de l'Agefiph, en participant à des salons spécialisés et en se rapprochant des organismes pertinents.

Save the date

La semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées ou SEEPH se tiendra du 18 au 24 novembre 2024.

ÉTAPE 2

FAIRE PREUVE D'ÉCOUTE EN ENTRETIEN

Aymeric Chemin explique : *“Avant l'accueil en entretien, nous recommandons aux recruteurs de demander au candidat s'il a besoin d'aménagements spécifiques, pour lui faciliter l'accès ou les conditions de passage de l'entretien. Il peut être nécessaire de faire appel à un interprète en langue des signes par exemple ou de réaliser les premiers entretiens en visio-conférence”.*

Quoiqu'il en soit, sachez qu'un recruteur n'a absolument pas le droit de se rétracter au motif de la situation de handicap, cela étant considéré comme une discrimination à l'embauche. S'il faut le rappeler, et cela vaut pour toutes les formes de discrimination, l'évaluation des candidats ne peut reposer que sur des critères objectifs de sélection. Aymeric Chemin recommande ainsi d'étudier toutes les candidatures de manière attentive en se basant uniquement sur les savoir-faire recherchés, sans se focaliser sur le handicap.

Aussi, l'employeur ne peut aborder frontalement la question du handicap pendant l'entretien si le sujet n'est pas amené par le candidat. Celui-ci n'a d'ailleurs aucune obligation de le faire, bien que l'Agefiph conseille aux candidats d'évoquer leur RQTH³ afin de pouvoir bénéficier d'aménagements.

En tant qu'employeur, une bonne pratique serait d'inclure systématiquement une question indirecte dans vos guides d'entretien : *“Des aménagements du poste seraient-ils nécessaires ?”.* De même pour évaluer vos candidats, préférer la mise en situation aux entretiens permet des recrutements plus inclusifs.

²Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées

³Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé

**RETROUVEZ L'ARTICLE EN
ENTIER SUR bonfilon.info**



5 CHOSES À SAVOIR

SUR LES CYBERATTAQUES EN 2024

En matière de cybersécurité, il ne s'agit plus de se demander si, mais plutôt quand une attaque va survenir. Ces dernières années, leur nombre a considérablement augmenté partout dans le monde tant en fréquence qu'en sophistication. Retour sur quelques cyberattaques qui ont marqué l'année en France, en Outre-Mer et dans le monde.

Texte Sarah Balay

JANVIER

Les hôpitaux français dans le collimateur

Des hackers ont demandé une rançon en échange de la clé de déchiffrement de toutes les données médicales et administratives de l'hôpital Simone Veil de Cannes. Le même mois, trois autres établissements à Lyon et Bourg-en-Bresse ont aussi subi le même type d'attaque, avec à chaque fois le retour en urgence au "tout papier" pour assurer la gestion des patients et des soins.

AVRIL/MAI

Guyane, Nouvelle-Calédonie, même combat

Peu avant l'arrivée du président Macron, la Nouvelle-Calédonie a subi un piratage sans précédent contre un fournisseur d'accès internet qui a mis hors ligne, pendant plusieurs heures, le principal fournisseur d'accès à internet. Fin avril, c'est l'université de Guyane qui a été la cible de hackers. Certains fichiers de l'université ont été cryptés, voire effacés. Une rançon était exigée pour les récupérer. Le site web de la faculté a également été totalement détruit, les serveurs et les applications pédagogiques fortement impactés. Une situation qui a perduré durant plusieurs semaines.

FÉVRIER

Attaque sur le tiers-payant

Les opérateurs Viamedis et Almerys, qui assurent la gestion du tiers payant pour des complémentaires santé, ont été victime d'une cyberattaque de grande ampleur. Suite au piratage de leurs bases de données, les données de plus de 33 millions de personnes ont été compromises : état civil, date de naissance, numéro de sécurité sociale, assureur santé et garanties du contrat souscrit. Il a été conseillé aux victimes d'être "prudentes sur les sollicitations qu'elles peuvent recevoir, en particulier si elles concernent des remboursements de frais de santé ».

JUIN

Concessionnaires auto aux abois

En perturbant le principal logiciel de prises en rdv et de ventes, une cyberattaque a ralenti la croissance de ventes de véhicules neufs pour 15 000 concessionnaires automobiles aux États-Unis et au Canada. Le groupe propriétaire du logiciel, CDK, génère environ 2,6 % du produit intérieur brut des USA.

MARS

Panique au cœur du système de santé américain

L'ensemble du système de santé des États-Unis a été lourdement impacté par une cyberattaque ciblant UnitedHealth Group, un des plus grands processeurs de facturation médicale du pays. L'incident a provoqué des perturbations majeures dans la gestion des factures et des paiements touchant les hôpitaux, les médecins et les pharmacies et donc la prise en charge des patients. Selon Altas magazine, les pertes dépasseraient 2 milliards de dollars en 2024.

CHIFFRE

3 703

C'est le nombre d'évènements de sécurité (contre 3 018 en 2022) portés à la connaissance de l'ANSSI, agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, en 2023, dont 1 112 concernaient des incidents (contre 832 en 2022). Un incident est un événement de sécurité qui a fait l'objet d'actions malveillantes.

Boîte à outils

Chaque mois, une sélection d'outils pratiques pour améliorer votre productivité, rester au fait des dernières tendances et même repenser le travail. Texte Axelle Dorville

#mondedutravail

Contenu “hater-generated” sur le travail

Tous les deux jeudis, Séverine, Romain et Magali gratifient votre boîte mail d'un article critique (mais détaillé) sur le monde du travail. “Les tests de personnalité en entreprise, c'est nul”, “Comment répondre aux questions nulles d'entretien d'embauche” ou “Ce que les euphémismes au travail disent en ne le disant pas” sont autant de sujets qui donnent le ton de cette newsletter.

cdlt.kessel.media

#management

Liberté, égalité, humanité : nouveau credo des entreprises ?

Le désengagement des salariés serait un symptôme d'une crise du salariat selon l'auteur Olivier Bas. Pour y faire face, il préconise à la “has been” compagnie d'être davantage à l'écoute des nouvelles aspirations sociétales de démocratie et de liberté au sein de l'entreprise. Entre analyse et bonnes pratiques, l'auteur redéfinit ce qu'est une “bonne” entreprise aujourd'hui.

La “has been” compagnie.
Olivier Bas, ed. Dunod.

#graphisme

L'intelligence artificielle au service de votre image de marque

Sans compétences en graphisme et sans moyens, il peut être difficile de créer l'identité visuelle de sa marque. Logome aide à créer son logo grâce à l'IA puis génère une multitude de supports en cohérence avec cette nouvelle charte graphique : carte de visite, site internet, plaquette, publications sur les réseaux sociaux, affiche, etc.

www.logome.ai

#IA

No GPT

Si vous travaillez dans l'édition ou les médias, vous pourriez vouloir vérifier si un texte a été rédigé grâce à l'intelligence artificielle. L'outil ZeroGPT se charge d'analyser les textes fournis afin de déterminer s'ils sont passés par un outil de génération de contenu. Mais la plateforme propose également des outils basés sur l'IA : un générateur de résumé, un outil de reformulation, un traducteur et un correcteur d'orthographe, de grammaire et de ponctuation.

zerogpt.com



8 AMÉNAGEMENTS URBAINS QUI PEUVENT TOUT CHANGER !

Nous avons interrogé 8 acteurs, reconnus pour leurs travaux et leurs missions en matière d'architecture, d'urbanisme et plus largement d'aménagement du territoire. Chacun nous livre **"UN" aménagement** de nos espaces, à l'échelle d'un bourg, d'un quartier, d'une ville qui pourrait changer la donne. Il sera question de résistance aux aléas climatiques, de sobriété énergétique, de revoir les espaces de vie et de circulation pour s'approprier de nouveaux usages et ainsi améliorer notre cadre de vie. Texte Floriane Jean-Gilles



Axel Grava, animateur du réseau d'urbanisme durable de la Guadeloupe, CAUE de la Guadeloupe



David Fontcuberta, architecte et fondateur de abité



Sandrine Hilderal, géographe-urbaniste et docteure en aménagement de l'espace et urbanisme



Sylvie Adelaïde, présidente de l'association Atelier Odysée et directrice de cabinet de la ville de Pointe-à-Pitre



Kristof Denise, directeur adjoint de l'Agence D'Urbanisme et d'Aménagement de Martinique (ADDUAM)



Emmanuel Lanцерrot, urbaniste OPQU, sociologue urbain à l'agence Tropisme et membre de l'association des urbanistes de Guadeloupe



Vincent Pons, paysagiste et co-fondateur de VMPM



Jérémy Fernandez-Bilbao, vice-président de la Maison de l'Architecture de Guyane

— DOSSIER

1. Consacrer 50% de l'espace public aux piétons

par **David Fontcuberta**, architecte et fondateur de abité

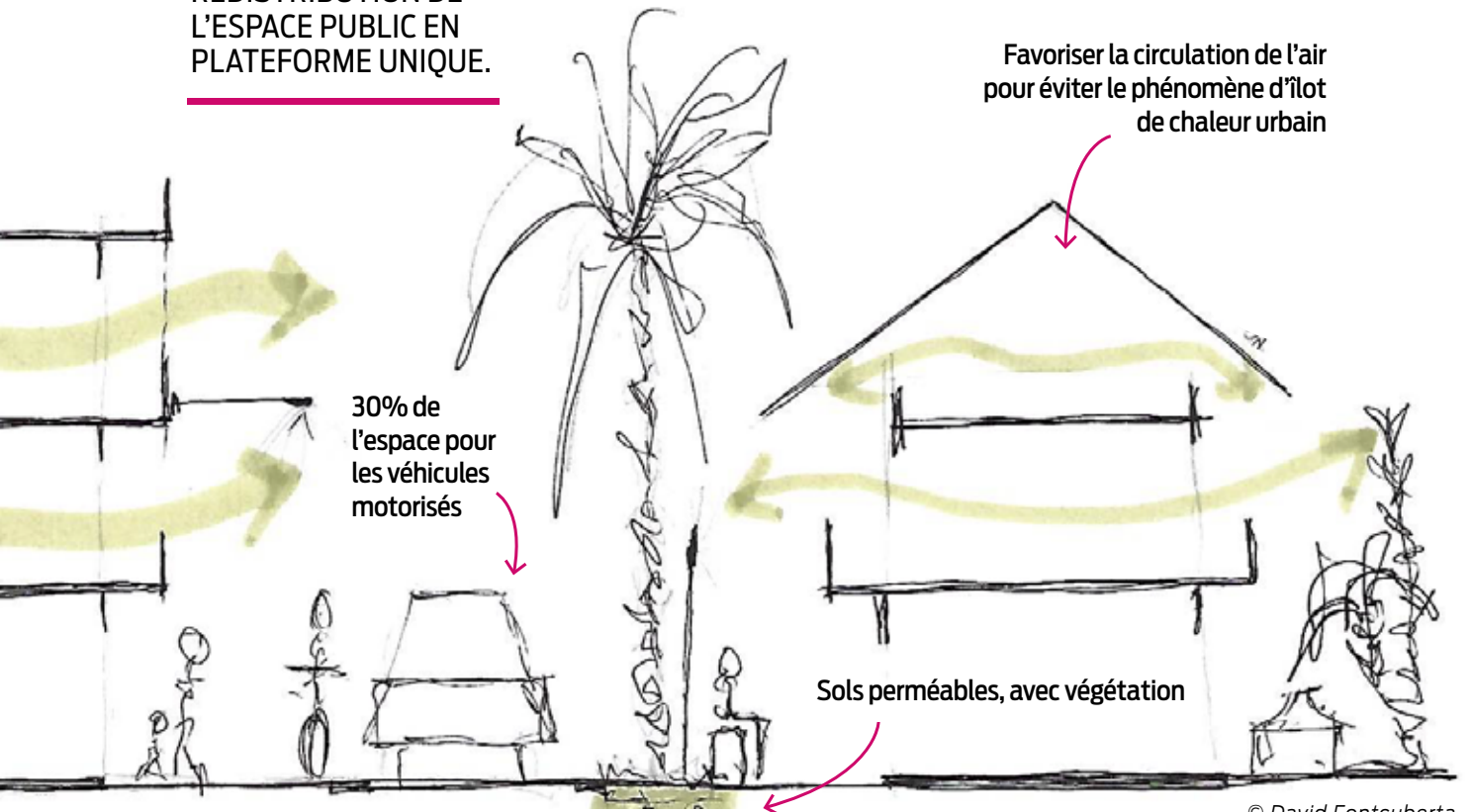
« Il s'agit de trouver un nouvel équilibre entre l'espace dédié aux piétons (espace public) et l'espace dédié à la voiture (espace privé). Historiquement, les rues de Fort-de-France, telles que nous les connaissons, ont été dessinées en 1700. Elles n'ont donc pas été conçues pour se déplacer en voiture, elles étaient dédiées aux piétons et aux animaux. Il faut maintenant penser aux véhicules (motos, vélos, trottinettes, voitures) et, bien sûr, aux zones de stationnement. Penser cet équilibre est primordial.

Nous avons réalisé une étude, il y a quelque temps : sur 1 km², 80% de l'espace est dédié à la voiture contre 20% seulement pour les piétons et les monuments, comme les escaliers devant la cathédrale. Dans ce même périmètre, on ne compte que 4 arbres en mesure de donner de l'ombre. C'est très peu. D'ailleurs, ce manque de végétation en milieu urbain, boulevard du général de Gaulle ou place Romero, par exemple, n'est pas étranger au problème de montée des eaux dans le centre-ville. Les sols sont imperméabilisés par le béton, alors que la plupart des espaces verts sont en hauteur, au lieu d'être au niveau des piétons.

Il existe dans la Caraïbe un usage de l'espace public fortement ancré culturellement : profiter de la fraîcheur du soir. Il n'est pas rare de voir les riverains installer des chaises sur le trottoir pour discuter ou faire la fête. C'est un espace collectif et convivial, qu'on a peut-être perdu dans le centre-ville foyalais, même si les kiosques sur la Savane ramènent cette animation. Il manque toutefois encore un peu d'investissement pour aménager la promenade sur le malecon, et plus largement dans tout le centre-ville, d'où la nécessité de concevoir une architecture bioclimatique et un mobilier urbain tactique, non conventionnel, écologique et solidaire. Autrement dit, pas un simple banc mais une plateforme sur laquelle on peut faire des activités. En journée, il faut également créer des espaces à l'ombre pour permettre aux piétons de se reposer, entre deux courses, sans qu'ils aient à consommer. Nous, Caribéens, concevons l'espace public comme un espace social, un espace de convivialité et de partage, ouvert à tous. »



**REDISTRIBUTION DE
L'ESPACE PUBLIC EN
PLATEFORME UNIQUE.**



Favoriser la circulation de l'air pour éviter le phénomène d'îlot de chaleur urbain

30% de l'espace pour les véhicules motorisés

Sols perméables, avec végétation

50% de l'espace réservé aux piétons : l'espace pour les piétons doit se diviser en deux pour avoir des espaces dédiés de chaque côté de la chaussée

© David Fontcuberta



**ZOOM SUR
« FORT-DE-FRANCE
2050 »**

Fort-de-France 2050, c'est la réalisation d'une utopie. Invités par abité, quatre étudiants en architecture martiniquaises ont imaginé, à l'aide d'outils numériques et d'intelligence artificielle, une capitale métamorphosée. L'exposition est une sorte de capsule temporelle qui transporte le visiteur dans un futur plus possible que fictif.

Cette image contraste une vision utopique et une autre pessimiste de Fort-de-France en 2050, incitant à réfléchir à notre avenir. © Gaëtan Bourrouet.

2. *Faire baisser la température de l'air de 3°C*

par **Vincent Pons**, paysagiste et co-fondateur de VMPM

Quels sont les bénéfices à créer des espaces verts en ville ?

Ce qui est essentiel sous nos latitudes, c'est l'ombre ; particulièrement dans les centres-villes qui sont bétonnés. Or, le béton absorbe la chaleur pour la restituer progressivement ; or créer de l'ombre permet de générer un écart de température significatif. Créer des poches de verdure rafraîchit considérablement les centres urbains.

Quelles sont les arbres les plus adaptés en milieu urbain ?

L'idée est de créer une canopée végétale, donc les arbres qui s'étalent à l'horizontale sont à privilégier. C'est le cas des arbres sur tige qui se caractérisent par leur tronc fin et leur feuillage touffu à la cime, comme l'amandier à petites feuilles. Ce sont des arbres qui fournissent de l'ombre assez vite lorsqu'ils atteignent 2 mètres. Le pongame est également un excellent arbre d'ombrage, il supporte bien le plein soleil et la sécheresse et sa croissance est rapide. En 24 mois, sa taille est multipliée par 6, on passe d'un houppier de 1 mètre à un houppier pouvant atteindre 6 à 7 mètres. Les palmiers créent aussi de merveilleux plafonds de verdure.

De plus, lorsqu'ils sont bien exposés par rapport au soleil (sud, sud-est), les ombres portées qui sont projetées aux sols apportent une petite touche esthétique supplémentaire. Toutefois, planter des arbres ne suffit pas, il s'agit aussi de les entretenir ; et cela commence par les tailler correctement. Une vraie prise de conscience doit s'opérer au niveau des communes. Je déplore qu'on les coupe trop courts, cela traduit un réel manque de considération pour les arbres. En cela les mentalités et pratiques doivent évoluer.

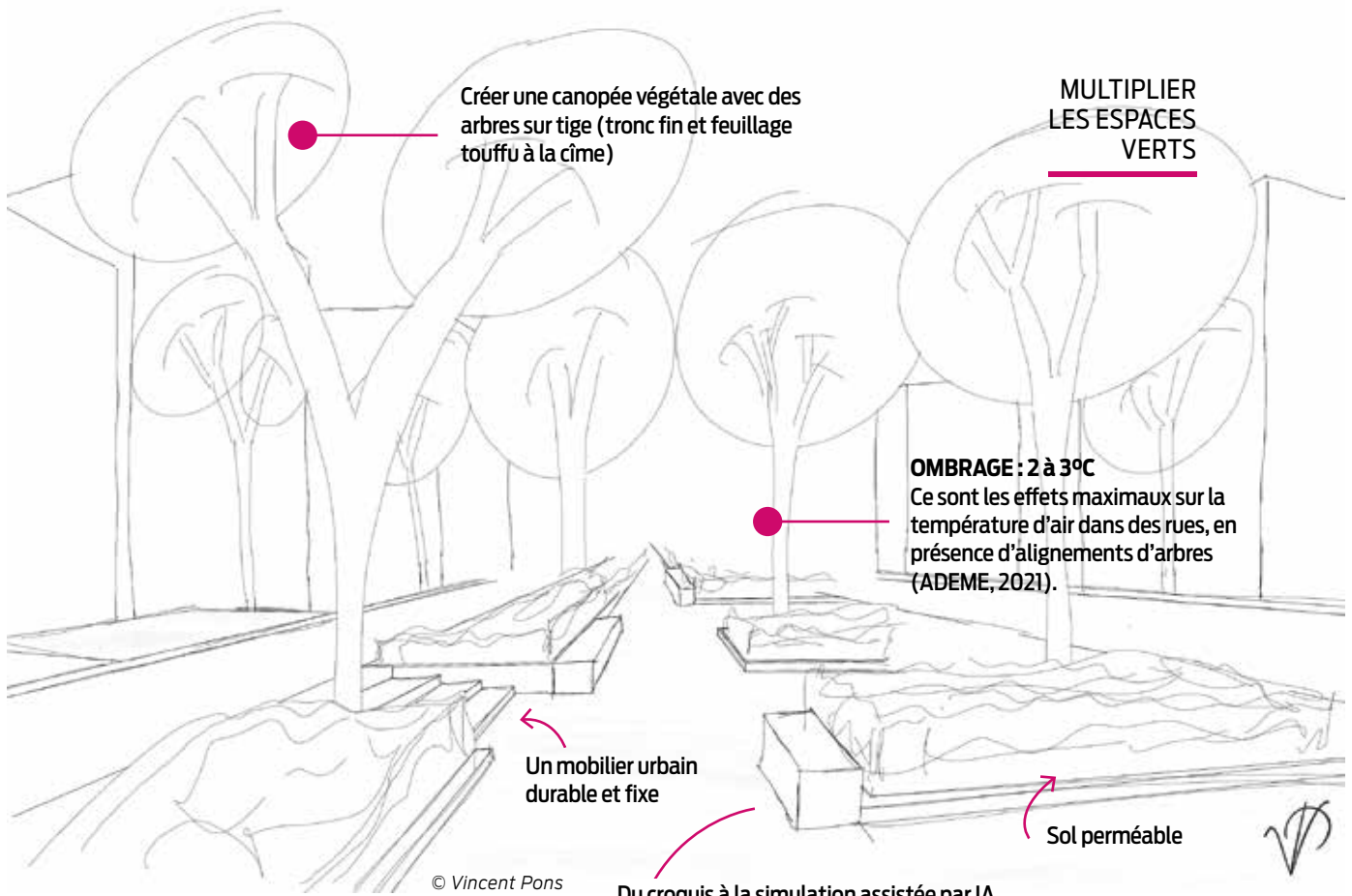
Quelle est votre conception idéale d'un espace vert en milieu urbain ?

Elle tient en trois mots : un parc ombragé, aménagé et sûr. Pouvoir s'asseoir à l'ombre pour profiter de la fraîcheur des arbres sonne comme une évidence. Il y a donc toute une réflexion à mener autour du mobilier urbain : un mobilier durable et fixe. Le bois s'abîme très vite, la pierre constitue une excellente alternative. Dans cet espace vert, je privilégie un sol perméable, en pelouse ou en gravier stabilisé, car les racines des arbres soulèvent souvent les dalles de béton. Pour créer un lieu sûr, je mise sur un bon éclairage public le

soir, dissimulé ou en hauteur, pour éviter les dégradations ; et je suis très vigilant quant à la hauteur des plantes. L'utilisateur ne doit pas se demander ce qui se cache derrière. L'idée est d'éviter les recoins en proscrivant les massifs et les bosquets pour créer un espace ouvert et dégagé.

Un tel aménagement est-il gourmand en eau ?

Il est vrai qu'on pense souvent à l'économie d'eau, mais l'arrosage automatique, goutte à goutte, permet non seulement d'arroser à bon escient mais aussi régulièrement. L'avantage est double : il n'y a pas de gaspillage de la ressource et la croissance des plantes est assurée. Si l'on ajoute une sonde pluviométrique à ce système d'arrosage, on s'assure que le système ne s'enclenche pas s'il a plu. Comme pour l'éclairage, un système d'arrosage automatique enterré le protège d'éventuelles dégradations, c'est l'idéal dans les espaces publics.



Du croquis à la simulation assistée par IA.



EXPÉRIMENTATION

10,3 °C UTCI

Durant la journée, c'est l'effet de refroidissement moyen d'un arbre dans un parc de Hong-Kong (Kong et al., 2017)

L'indice de confort (UTCI ou universal thermal comfort index) permet d'évaluer les liens entre le bien-être d'un individu et son environnement.

Différents paramètres météorologiques sont pris en compte : la température de l'air, l'humidité de l'air ambiant, le vent et le rayonnement ; toutefois les températures des surfaces environnantes jouent également un rôle important. Le confort thermique est mesuré en combinant ces paramètres pour définir un indicateur de « température équivalente » au ressenti thermique.

3. Appliquer la règle des 3-30-300

par **Jérémy Fernandez-Bilbao**, vice-président de la Maison de l'Architecture de Guyane

« Notre ambition est de sans cesse se questionner sur les espaces publics disponibles dans la ville, des lieux intergénérationnels, où les habitants peuvent se retrouver, échanger, discuter. C'est un travail que nous menons particulièrement à l'échelle des quartiers, où nous mettons à l'épreuve la règle des 3-30-300. Ce principe suppose que chaque résident devrait voir 3 arbres, se déplacer dans des quartiers avec 30% de couvert végétal et vivre à moins de 300 mètres d'un espace vert. Cela suppose donc, parallèlement, de mener une réflexion sur la mobilité des résidents pour faciliter l'accès à pied à ces espaces verts. Créer une vie de quartier dans chaque commune suppose un travail minutieux pour établir une vue d'ensemble

(réseaux de transport en commun, pôle d'attractivité...) permettant de répondre à des besoins précis. L'une de nos démarches consiste d'ailleurs à interroger les habitants de ces quartiers pour co-construire le projet avec eux afin qu'ils se l'approprient. Plutôt que d'imposer un aménagement, nous mettons l'usager au cœur de la décision. Depuis 2 ans, nous avons initié un projet de jardin partagé dans un lotissement d'un bailleur social. Heureux hasard, les résidents s'étaient regroupé en association car ils portaient un projet similaire. Nous avons donc organisé des ateliers de concertation, puis deux jardins sont nés. Le 1er est un jardin clos avec des bacs et des arbres fruitiers, le 2e est un jardin de type jardin créole, composé de plantes utiles et médicinales. C'est devenu

un lieu d'échange et de socialisation. Nous avons longuement réfléchi aux plantes qui seraient plantées dans ce jardin et avons observé que certains habitants s'étaient déjà approprié l'espace devant chez eux pour y cultiver des plantes typiques de leur communauté : amérindienne, noire-marron, créole haïtienne ou guyanaise. Aujourd'hui le jardin partagé est à l'image des résidents. Nous avons le projet de développer ce concept pour le dupliquer dans d'autres résidences avant d'éditer un guide de bonnes pratiques pour l'adapter à chaque site. »

L'action de la Maison de l'Architecture de la Guyane vise à développer des regards différents sur la ville, les territoires et les paysages des Outre-Mer et sur leurs mutations pour encourager les populations à créer un nouvel espace public où la ville et ses services deviennent des lieux de citoyenneté urbaine.



© Jody Amlet



Proposition d'aménagement
d'une promenade verte et bleue.
© Maryse Boueure

4. Aménager des promenades vertes et bleues

par **Sylvie Adelaïde**, Membre fondateur de l'Atelier ODYSSÉE,
architecte DPLG, urbaniste OPQU



« Si je devais créer un aménagement qui pourrait transformer durablement nos centres-villes, j'opterais pour la promenade verte et bleue : on touche là à la création d'une véritable colonne vertébrale structurante pour nos villes, en connexion avec des circuits de déambulation et d'autres projets portés par des institutions privées ou des opérateurs publics. On peut également imaginer de mettre en réseau l'ensemble des jardins

de la ville, selon un axe paysager privilégié. Cette promenade est, par conséquent, l'occasion de multiplier la création d'espaces de fraîcheur afin d'encourager les usagers à se déplacer à pied plutôt qu'en voiture ou, en tout cas, à préférer des solutions de mobilité douce.

Imaginer une promenade bleue c'est tenir compte du littoral et se poser la question de la gestion de l'eau pluviale par la création d'aménagements adaptés : entre

autres, bassins de rétention ou caniveaux paysagers. L'eau doit mieux circuler car, à l'heure actuelle, Pointe-à-Pitre la subit, la ville est sujette aux inondations, à l'érosion et à l'augmentation du niveau de la mer. Si l'eau est canalisée et déviée dans des circuits dédiés, cela devient autre chose. Ce peut être une solution impulsée par la ville ou par les citoyens dans le but d'améliorer notre environnement et de s'adapter aux changements climatiques. »

5. Réinvestir les espaces intermédiaires

par **Sandrine Hilderat**, géographe-urbaniste et docteure en aménagement de l'espace et urbanisme

« Dans nos centres-villes et dans nos centres-bourgs, il existe une variété d'espaces à investir : il s'agit des espaces intermédiaires (entre le privé et le public) ou des espaces interstitiels (dents creuses, friches...y compris les allées dans les lotissements). Ce sont généralement des espaces délaissés par les divers acteurs de l'aménagement urbain et les citoyens eux-mêmes. Chacun de ces espaces pourraient donc être assignés à un usage ainsi qu'à une fonction, et on peut tout imaginer : des jardins partagés, des lieux d'expression artistique, des aires de jeux pour les enfants, des zones de divertissement ou d'exposition en plein air...

Ces vides ont un réel potentiel de réinvestissement pour nos territoires insulaires, exigus et qui ne sont pas extensibles à souhait. De fait, ils peuvent être concernés par de multiples enjeux dans le processus de production, de fabrication et de gestion de ces lieux (en-)commun(s). Par ailleurs, nous vivons beaucoup dehors : c'est culturel. Or, nous construisons de plus en plus d'immeubles dont les normes ne correspondent ni à nos pratiques ni à notre mode de vie. Les manières d'habiter en Martinique ont évolué, le bâti aussi et certaines formes de sociabilité se sont perdues. Autrefois, il n'était pas rare que les riverains se réunissent dans les Lakous, hauts

lieux de socialisation et de partage.

De nos jours, je constate que le besoin de se retrouver pour échanger demeure, en dépit de l'utilisation massive des réseaux sociaux et c'est notamment le cas chez les jeunes gens. Alors, pourquoi ne pas innover et penser un Lakou « moderne » qui nous ressemble ; en incluant et en ouvrant la discussion avec les habitants, et en co-construisant ensemble des projets par une approche d'expérimentation voire d'exemplification d'envergure caribéenne. Cela supposerait un méticuleux travail, en amont, afin de repérer et de répertorier ces espaces intermédiaires et interstitiels. Il faudrait mettre en scène ces lieux, voire penser un itinéraire entre eux, comme une sorte de coulée verte et ne pas sous-estimer le champ des possibles en matière de patrimonialisation, puisque ces espaces témoins pourraient être l'occasion - dans le même temps - de suturer l'espace urbain et, ainsi, de ramener une meilleure cohésion spatiale pour une plus forte cohésion sociale. »

FAVORISER LA PARTICIPATION CITOYENNE

L'opération Pli Bel Lari est fondée sur le principe que chacun est garant de son cadre de vie et de la qualité de son environnement. Par conséquent, chacun a la possibilité d'agir à son niveau. Les personnes qui vivent la ville, fortes de leur expertise d'usage, sont les actrices essentielles des projets, en termes d'actions et de production d'idées. L'implication citoyenne prouve d'autant plus son efficacité lorsqu'elle s'inscrit dans un cadre partenarial plus vaste incluant les associations et les institutions.

ZOOM SUR *Pli bel lari*

En 2014, l'atelier Odyssée lance l'opération Pli Bel Lari, 10 ans plus tard, l'association a mené 70 chantiers à Pointe-à-Pitre, qui se déclinent en 3 volets :

La valorisation des bâtiments par la rénovation des façades

Notamment les kaz et maisons créoles qui ont un intérêt patrimonial. Par la suite, les propriétaires ont pris le relais en retapant spontanément leur maison. Cette émulation a renforcé les liens entre voisins.



L'animation culturelle

C'est la mission historique de l'association qui organise des manifestations (rencontres thématiques, projections, expositions) ainsi que des visites des jardins et des quartiers. L'art dans la ville est une solution efficace pour améliorer le cadre de vie et l'esthétique de la ville en participant ainsi à la redynamisation des centres urbains.

La transformation des espaces délaissés en jardins urbains

7 jardins thématiques ont été aménagés, l'art y occupe une place importante : sculptures, fresques de street art, bibliofrigos. Ces jardins sont à la fois des lieux de fraîcheur, de valorisation de la biodiversité, d'échange et de convivialité, à l'origine d'un apaisement social dans les quartiers où ils ont été implantés.



Ces actions ont été dupliquées dans d'autres quartiers de Pointe-à-Pitre et dépassent mêmes les frontières de la Guadeloupe puisque l'association a été sollicitée au Cameroun et au Bénin. L'opération Pli Bel Lari a été lauréate du concours « Green Solutions Awards 2022/2023 » remportant le prix du public dans la rubrique « Quartier » et a été présentée, dans ce cadre, à Dubai lors de la COP 28.

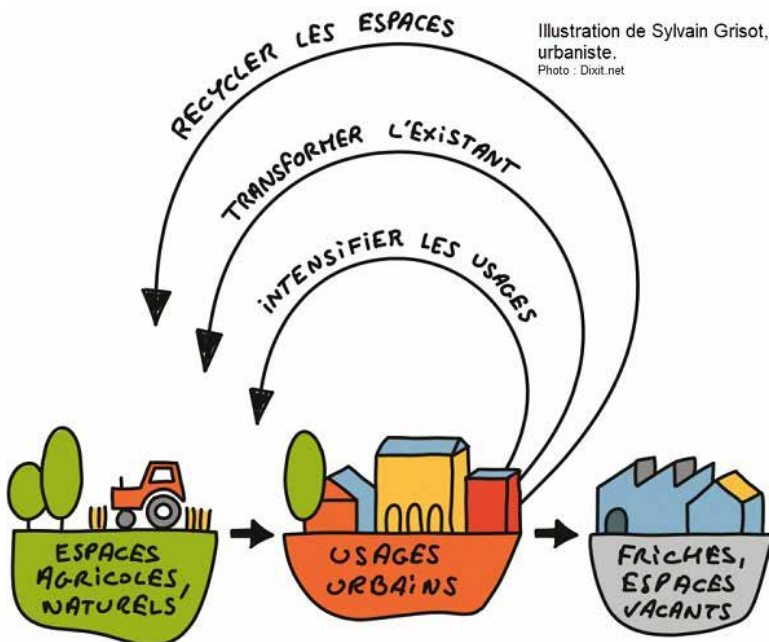
6. Appliquer les principes de l'urbanisme circulaire

par **Axel Grava**, animateur du réseau d'urbanisme durable de la Guadeloupe, CAUE de la Guadeloupe

« L'urbanisme circulaire est un concept qui vise à limiter l'étalement urbain en favorisant le recyclage des espaces. Le bénéfice est double : on préserve les zones naturelles et agricoles et on s'attache à donner une seconde vie à des sites délaissés, telles que les friches urbaines ou industrielles. C'est un cercle vertueux puisqu'il s'agit de concevoir, réorganiser et

reconstruire la ville en permanence. Adopter les principes de l'urbanisme circulaire c'est aussi s'engager dans la lutte contre l'artificialisation des sols, la loi « Climat et résilience » a d'ailleurs posé un objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) à l'horizon 2050. L'une des conséquences de l'artificialisation des sols est, entre autres, l'amplification des risques

d'inondation auxquels nos territoires sont régulièrement confrontés. C'est la raison pour laquelle le CAUE s'attache également à promouvoir le concept de ville poreuse, mode d'aménager qui facilite l'absorption des flux hydriques et limite ainsi le ruissellement de l'eau sur le bitume et les conséquences induites tant en termes de risques que de pollution des aquifères. »



« L'urbanisme circulaire est un modèle alternatif inspiré des principes de l'économie circulaire appliqués à la fabrication de la ville. C'est un appel à inverser les priorités en allant chercher la réponse à nos besoins de développement urbain dans l'emprise de la ville déjà là. Les boucles de l'urbanisme circulaire sont donc des alternatives à la consommation de nouveaux sols naturels ou agricoles. »

Sylvain Grisot, urbaniste, à l'origine du concept d'urbanisme circulaire

EXTRAIT DU CONSORTIUM OMBREE*

En matière de logement, les usages (éducation, alimentation, hygiène...) doivent être replacés au centre des référentiels, chaque territoire disposant de sa propre culture et donc de sa façon d'habiter. Il est important d'acculturer les maîtres d'ouvrage à la compréhension des milieux et des modes de vie sur chaque territoire pour construire des logements que les habitants s'approprient, la qualité d'usage jouant un rôle important dans la pérennité de l'ouvrage.

*programme inter Outre-Mer pour des Bâtiments Résilients et Économiques en Énergie

ZOOM SUR

LE LIVRE BLANC DE LA CONSTRUCTION DURABLE

Lancées en juin 2023, les Assises de la construction durable en Outre-mer se sont achevées en février 2024 lors de la restitution publique des ateliers. Les propositions qui ont été présentées à cette occasion ont servi de base à la rédaction d'un livre blanc dont les intentions sont à la fois de répertorier les bonnes pratiques et techniques vernaculaires qui concourent à rendre le bâti plus adapté à nos territoires et plus résilient, de tracer une feuille de route pour adapter les référentiels techniques existants aux réalités ultramarines et de mettre en commun les expertises.

Des propositions autour de 5 axes :

- Gouvernance et pérennité des actions ;
- Adaptation et production de référentiels techniques vis-à-vis des contraintes environnementales, des matériaux disponibles localement et de la vulnérabilité des constructions ;
- Adaptation et production de référentiels vis-à-vis des usages et spécificités culturelles ;
- Contributions scientifiques locales à l'adaptation et production de référentiels ;
- Capitalisation sur les savoir-faire et les produits issus de zones géographiques proches.

7. Requalifier l'espace public

par **Emmanuel Lancrerot**, urbaniste OPQU, sociologue urbain à l'agence Tropicisme et membre de l'association des urbanistes de Guadeloupe

« Plusieurs facteurs jouent aujourd'hui un rôle prépondérant dans la façon dont nous devons appréhender l'aménagement des centres-villes qui, pour la plupart, sont situés sur le littoral. Les conséquences du réchauffement climatique, comme l'élévation du niveau de la mer ou les inondations, vont radicalement transformer notre façon de vivre en ville. L'AFD a, par exemple, lancé des études pour relocaliser les groupes scolaires de Sainte-Anne (Guadeloupe). Il est indispensable de considérer ces nouveaux phénomènes, y compris dans les espaces publics, en commençant par la renaturation des sols. La ville rêvée est une expression fréquemment utilisée de nos jours, mais loin de désigner une ville utopique, elle définit une ville résiliente, c'est-à-dire en capacité de subir ces

changements et de se régénérer rapidement.

Transformer les usages en créant de l'activité permet aussi de ramener les populations en ville, à l'image du boulevard maritime au Moule qui est devenu un lieu de promenade, de détente et de sport ou du boulevard de Lauricisque, à Pointe-à-Pitre, qui contraste de façon saisissante avec la place de la Victoire qui, elle, a été désertée. Ces aménagements peuvent être davantage développés en intégrant des pistes cyclables par exemple. La problématique de la mobilité est d'ailleurs centrale. Nous sommes très attachés à la voiture individuelle, mais offrir d'autres choix pour profiter de la ville serait bénéfique : des bus urbains à fréquence régulière, en service plus tôt et plus tard, y compris le week-end, mais aussi des liaisons

maritimes, vaste chantier qui doit être réinvesti. Le syndicat mixte des transports et la Région y travaillent actuellement ; les déplacements seront bouleversés. C'est à la fois un moyen de réaménager la ville, en diversifiant l'offre dans l'espace public qui ne peut être que paysagère, et de favoriser l'inclusion en touchant un public plus large qu'actuellement, les personnes âgées, les femmes ou les personnes à mobilité réduite par exemple.

Deux exemples de requalification urbaine me semblent réussis : la Savane, à Fort-de-France, avec sa promenade, son offre de restauration, la plage de la Française qui a été réinvestie, entraînant ainsi une baisse de la délinquance. L'autre, le quartier du Mucem à Marseille. Un pôle d'attractivité s'est créé autour du musée au point de changer le rapport au littoral. Aujourd'hui, Pointe-à-Pitre cherche aussi à renouer avec son littoral. Le Mémorial ACte pourrait en être le point de départ en créant des itinéraires entre les différents espaces : la place de la Victoire, Fouillole, la Marina, Bas du Fort jusqu'à l'îlet à Cochons. Il s'agira de rendre l'espace public à la population en leur assurant des déplacements sécurisés, de travailler à la protection et à la valorisation de la biodiversité et d'offrir différents services pour que le maximum d'usages puisse s'y développer. »

8. *Penser la ville à hauteur d'enfants*

par **Kristof Denise**, directeur adjoint de l'ADDUAM



Simulation d'aménagement d'une cour d'école. ©ADDUAM

Parler d'aménagement du territoire c'est mettre les habitants au centre de la réflexion. Quels sont les usages ? Quels sont les besoins ? Quels sont les devenirs possibles de l'espace public ? Comment créer un attachement à la ville ? Kristof Denise et Maëlle Durante se sont intéressés à ces questions, à hauteur d'enfants.

Comment valoriser la place de l'enfant dans l'espace public ?

Kristof Denise : Il serait difficile de parler d'un aménagement en particulier, c'est plutôt la conjonction de plusieurs opérations. Quand on évoque la place de l'enfant dans l'espace public, on pense d'emblée à l'école comme première interface entre l'enfant et la ville. Toutefois, si on élargit la perspective et qu'on s'interroge sur les déplacements de et vers l'école, cela soulève des questions d'accessibilité, de sécurité et de « marchabilité ». Et vous voyez comment la question de la place de l'enfant dans l'espace public ouvre plusieurs champs de réflexion : comment repenser la place du piéton, celle de la nature, celle de l'art également ? Ce qui est certain, c'est qu'en adoptant l'enfant comme porte d'entrée, on peut redonner à l'espace public son rôle premier d'invitation à la rencontre, à la balade, à la respiration ; autant d'usages qui, finalement, sont recherchés à tout âge.

Concrètement quels aménagements peuvent contribuer à l'émergence de ce territoire des enfants ?

Maëlle Durante : On peut tout imaginer, en commençant par un chemin piétons pour se rendre à l'école, sécurisé et ombragé, qui encouragerait la marche à pied, donc l'activité physique. Le parcours vers l'école pourrait ainsi devenir un espace de rencontres et de jeux. Il y a aussi un réel intérêt à transformer les abords des écoles afin de favoriser l'appropriation de l'espace par les enfants et leurs parents en appliquant, par exemple, le concept de rue partagée, où le piéton est prioritaire. Cela passe aussi par la création de fresques murales et la revégétalisation. Des actions peuvent aussi être menées au sein des établissements scolaires : désimperméabiliser les sols, ombrer les cours d'écoles par différents dispositifs (végétation ou structures d'ombrage), créer des jardins participatifs. Autant d'aménagements qui concourent à améliorer le cadre de vie des enfants et leur développement dans un espace qui offre une plus grande richesse d'interactions.

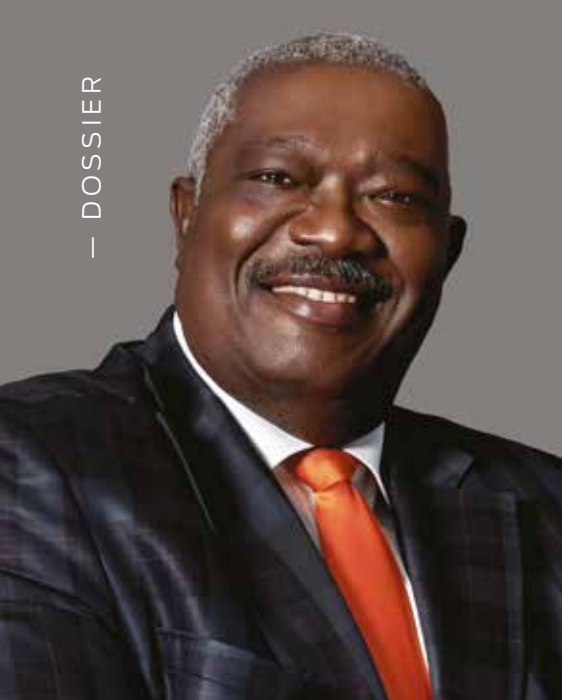
*ADDUAM : Agence de développement durable, d'urbanisme et d'aménagement de Martinique.



“ La ville rêvée est
une expression
fréquemment utilisée
de nos jours, mais
loin de désigner
une ville utopique,
elle définit une ville
résiliente. ”

Emmanuel Lancrerot

Urbaniste OPQU, sociologue urbain à l'agence Tropisme et
membre de l'association des urbanistes de Guadeloupe



Jean-Louis Branco,
directeur du programme fibre Orange

Télécommunications

ANTICIPER POUR TOUJOURS, RESTER CONNECTÉ

Piloté par l'Arcep*, le programme d'arrêt du réseau cuivre arrivera à son terme dans l'Hexagone et en Outre-Mer en 2030. Jean-Louis Branco, directeur du programme fibre **Orange** fait un état des lieux des communes concernées.

Texte Maë Poyel - Photo Lou Denim

Dès le 31 janvier 2025, les habitants des communes de Petit-Bourg en Guadeloupe, Schoelcher en Martinique et Rémire-Montjoly en Guyane n'auront plus accès à l'ADSL ni à la téléphonie fixe. Quels ont été les critères d'éligibilité ?

Jean-Louis Branco : L'arrêt du réseau cuivre va s'effectuer par lots et durera jusqu'en 2030. Il est prévu au total sept lots. Les Antilles-Guyane sont concernés par ces lots dont les lots 1, 2 et 3 sont officiels. Au mois d'octobre, la liste des communes du lot 4 sera officialisée mais nous ne connaissons pas encore les lots 5, 6 et 7. 162 communes de France font partie du lot 1, dont Petit-Bourg, Schoelcher et Rémire-Montjoly. On ne peut arrêter le cuivre dans une commune que lorsque l'on est sûr que la fibre est déployée, si possible sur l'ensemble de son territoire. C'est le premier critère. Il faut que le taux de logements et de locaux professionnels raccordables à la fibre sur la commune soit au minimum de 95 %. Ces communes ont été choisies parce qu'une majorité de logements et locaux professionnels étaient éligibles à la fibre.

Aujourd'hui, combien de logements et de locaux professionnels sont encore sur le réseau cuivre ?

Au 1er septembre, sur ces trois communes, il y avait encore 5 000 accès cuivre en fonctionnement, à 5 mois de l'arrêt technique tous opérateurs confondus.

En tant qu'opérateur d'infrastructure cuivre, Orange sensibilise à la fois les opérateurs commerciaux de la nécessité d'accélérer la migration de leurs clients eu égard au compte à rebours entamé, et les mairies qui doivent multiplier les canaux d'information à destination de leurs administrés. J'exhorte les particuliers, les professionnels, les entreprises des secteurs privé et public à se rapprocher de leur opérateur commercial dans les meilleurs délais pour choisir la connectivité alternative au cuivre.

“ Pour un client aujourd'hui connecté via l'ADSL ou le RTC, trois technologies alternatives sont disponibles. À lui de choisir et de le faire dans les délais ”

Quelles vont être les conséquences pour les clients qui n'auront pas fait les démarches nécessaires dans les temps ?

Les clients qui ont le téléphone fixe et l'ADSL (téléphone + Internet + télévision) n'y auront plus accès le 31 janvier 2025. Si la fibre, quatre fois moins énergivore que le cuivre est la technologie premium

pour la connectivité, d'autres technologies sont à leur disposition : à savoir la connectivité par le réseau mobile 4G/5G d'une part et la connectivité par satellite d'autre part. Au final, pour un client aujourd'hui connecté via l'ADSL ou le RTC (réseau téléphonique commuté), trois technologies alternatives sont disponibles. C'est à lui de choisir et de le faire dans les délais.

*Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse.



Les kits solaires, une révolution énergétique pour les communes isolées de Guyane

Kits solaires de l'île Bastien à Saint-Laurent-du-Maroni

Le projet 200 Ecartis en alimentation individuelle vise à apporter une **offre** de fourniture d'énergie pour les foyers dans les communes isolées afin de répondre aux **besoins** des habitants dans le respect des normes de **sécurité** et des personnes.

Après une phase d'expérimentation de 40 kits, ce projet, initié par **EDF** avec l'appui du **SMEGUY**, entre dans une phase de généralisation suite à la rencontre avec les **maires** lors du Salon des maires de Guyane.

LA RÉSILIENCE PAR LA PHOTOGRAPHIE

À travers l'exposition « Mémoire et Réparation, des Visages sur l'Histoire », le photographe guyanais Jonas Missaye rend hommage aux Amérindiens exhibés au Jardin d'Acclimatation à Paris, en 1882 et 1892, et redonne humanité et dignité à leurs descendants.

Le 11 août 2024, un mémorial a été inauguré à Iracoubo en hommage aux 47 Kali'na et Arawak exhibés en Europe à la fin du XIXe siècle. À l'initiative de l'association Moliko Alet+po, les descendants de ces Amérindiens luttent pour rapatrier les restes de leurs ancêtres, conservés au musée de l'Homme à Paris, afin de pouvoir enfin accomplir leur deuil (cf. GuyaMag juin 24). Jonas Missaye, photographe guyanais d'origine bushinengé, soutient leur cause à travers son art. Pendant un an, il les a photographiés en Guyane et au Suriname, en tenue traditionnelle, en utilisant un appareil similaire à celui qui avait servi à photographier leurs aïeux à Paris. Mais alors que l'humiliation et un certain paternalisme colonial émanaient des anciens clichés, ce sont le respect, la force et l'humilité qui se dégagent des portraits d'aujourd'hui.

Des tirages sur plaques de verre

Passionné de photo depuis l'enfance, Jonas Missaye voue un attachement particulier à l'argentique. « J'aime créer l'image de A à Z et puis, dans l'argentique, le rendu est unique : il y a de la matière, des imperfections, cela reflète la vie ! » Pour le projet Mémoire et Réparation, qui comprend entre 50 et 70 clichés de descendants, de chamanes et de chefs coutumiers, utiliser une chambre photographique, malgré les contraintes techniques, lui est apparu comme une évidence. « L'idée n'était pas d'exhiber à nouveau mais de réparer, avec le même procédé, ce qui avait été fait. J'ai voulu assurer une continuité entre le passé et le présent, rappeler la tragédie tout en redonnant leur dignité aux familles. »

L'appareil, véritable objet de curiosité, a permis de briser la glace au sein des tribus, d'ordinaire assez réservées. En revanche, utiliser une chambre photographique dans un contexte climatique chaud et humide fut une aventure. « J'avais bricolé une glacière pour conserver les produits chimiques et les plaques de verre à la bonne température. J'avais aussi créé une chambre noire portable qui me permettait de développer immédiatement les négatifs. »



Jonas Missaye et Gaëtan Ti-Joseph, Yopoto (chef coutumier) de Ayawa und, Guyane.

Hommage personnel

Pour Jonas Missaye, cet engagement photographique est aussi un témoignage personnel de gratitude envers les premiers habitants du plateau des Guyanes, sans qui il ne serait peut-être pas là aujourd'hui. « Au XVIIIe siècle, mes ancêtres Noirs marrons se sont libérés de l'esclavage en se retirant dans la forêt amazonienne. Grâce à la solidarité et à l'accueil des peuples autochtones, ils ont pu survivre et s'épanouir dans ce territoire hostile. Aujourd'hui, nos cultures s'entremêlent, le

métissage est fort. Cette exposition est l'histoire de toute la Guyane. » Grâce à l'implication du service patrimoine de la CTG, les photos de Jonas sont actuellement visibles au musée Alexandre-Franconie de Cayenne. Elles vont ensuite circuler dans différentes communes « afin que tous puissent connaître ce qui s'est passé autrefois ». Les clichés seront également présentés en très grand format à l'aéroport Felix Eboué en 2025, ainsi qu'au jardin botanique et au mont Cépérou à Cayenne. Un projet d'expo dans l'ouest est à l'étude. Dans l'Hexagone, une exposition des photos sur leurs plaques originales devrait avoir lieu au musée du Quai Branly. Enfin, l'ambition ultime de Jonas serait que l'exposition suive le chemin emprunté par les exhibés qui, après Paris, sont allés dans des zoos humains en Belgique et en Allemagne. Pour continuer à porter son projet en Guyane et au-delà, le photographe reste en recherche de mécènes et de financements.



Clélia, Clémentine et Clarisse Auguste, descendantes de Pi'pi Molko, exhibée à Paris en 1892. Awala-Yalimapo (Guyane).



T nosai, un des derniers Piyyai (chamane) kali'na encore actif. Il vit au village Galibi de Christiaankondre, au Suriname.

Michel Thérèse, Yopoto (chef coutumier) de Awala, Guyane

1 LE COUP DE CŒUR DE LA RÉDACTION

Texte Adeline Louault
Photo Jonas Missaye



En 1997, Cécile Kouyouri a marqué l'histoire en devenant la première femme amérindienne élue cheffe coutumière en Guyane.



Photo famille (descendants Iracoubo) : Sthéssilia Janvier, Naïa Janvier, Djayden Janvier, Leïla Mindjouk, Talyani Mindjouk, Thelia Janvier, Maxime Mindjouk, Alain Mindjouk, Martine Antoine, Yahzee Mindjouk, Justine Mindjouk, Keren Saïbou, Karen Saïbou, descendants de Pi'pi Ahieramo, exhibée en 1882 et originaire des rives du Sinnamary (Guyane).

- PAUSE CAFÉ



DOCUMENTAIRE Madam President ?

À quelques semaines de la présidentielle américaine, l'investiture de Kamala Harris a relancé la campagne. Alors que les sondages donnaient une courte avance à Donald Trump (48 % contre 47 % des voix selon le New York Times), la performance de Kamala Harris lors du 1er (et unique) débat semble lui redonner l'avantage. Retour sur le parcours et l'ascension de cette femme politique, la première (très discrète) vice-présidente des États-Unis et, peut-être bientôt, la première à occuper le Bureau ovale.

Kamala Harris, une ambition américaine, réalisé par Marjolaine Grappe & David Thomson (2022), disponible sur arte.tv.

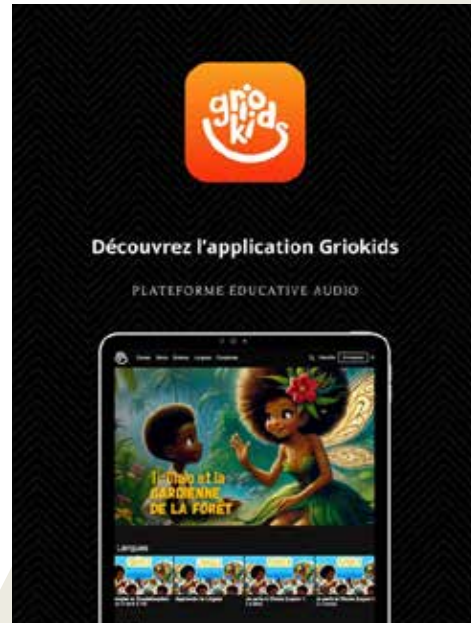
2. SÉLECTION CULTURE

Texte
Axelle Dorville

APPLICATION L'heure du conte

Griokids, application éducative et ludique, invite à l'exploration des cultures africaines et caribéennes à travers leurs contes et légendes, leurs comptines, leurs langues et leurs figures emblématiques. La plateforme propose des contenus audios inédits, et en plusieurs langues, destinés aux enfants.

<https://vision.griokids.com>, disponible sur Apple et Android.



LIVRE Je m'informe donc je suis

Un petit livre bienvenu se propose de remettre l'église au milieu du village. Ici le village c'est le flux intarissable d'informations de tout ordre, toute taille, tout format et toute heure qui se déverse sur nos vies. En effet, si on flirte tous avec ce qu'on appelle la "fatigue informationnelle" et la perte de sens qui l'accompagne, deux auteurs, journalistes, proposent de reposer les bases et nous redonner un cadre, à commencer par définir ce qui ne l'est jamais : qu'est-ce que l'actualité, un fait, un événement ? Puis comment deux informations sont hiérarchisées ? Ou encore comment fonctionne le « fact-checking », la vérification des faits, avec quelle efficacité ? Salulaire à tout âge.

Patrick Busquet et Didier Pourquery, S'informe moins, s'informe mieux : Petit manuel de lutte pour ne plus subir l'actualité, Librio, septembre 2024

PODCAST

Rencontre avec Morphée

Votre cerveau revient pour une saison 7 dédiée aux bienfaits du sommeil. Guidés par Delphine Oudiette, chercheuse en neurosciences à l'Inserm et à l'institut du cerveau (ICM) de Paris, les 6 épisodes, de 10 minutes chacun, proposeront des expériences sonores afin de découvrir comment fonctionne notre cerveau lorsque nous dormons.

Votre cerveau, les bienfaits du sommeil, un podcast France culture, disponible sur l'application Radio France et toutes les plateformes de podcasts.



LITTÉRATURE

Une histoire oubliée

Les éditions Denoël fêtent le centenaire de la naissance de James Baldwin en publiant un album inédit en France, *Little Man, Little Man, Une histoire d'enfance*. Cet ouvrage publié en 1976 est resté indisponible pendant 40 ans avant d'être réédité en 2018, par Duke University Press. Illustré par Yoran Cazac, peintre français, *Little Man, Little Man* est l'unique album jeunesse écrit par James Baldwin. On y découvre le quotidien de TJ, 4 ans, dans un récit d'apprentissage où ses rêves d'enfants se heurtent à la violence, aux inégalités et à la ségrégation qui minent son quartier de Harlem, dans les années 1970.

James Baldwin, Little Man, Little Man, Une histoire d'enfance, éditions Denoël, Paris, 2024. et YouTube



CINÉMA

Ne prononcez jamais son nom 3 fois !

Tim Burton renoue avec ses premières amours en s'attaquant de nouveau au personnage qui a fait son succès il y a 35 ans : Beetlejuice. Le film, sorti en 1988, avait ensuite été adapté en série télévisée d'animation de 1989 à 1992, par Tim Burton lui-même. Cette année, le cinéaste propose le 2e volet de cette comédie fantastique et loufoque, *Beetlejuice Beetlejuice*, avec dans le rôle principal le même Michael Keaton qui avait endossé le costume blanc à rayures noires en 1988.

Beetlejuice Beetlejuice, de Tim Burton. Sortie en salle le 11 septembre. artvee.com



Festival

Macouria aux couleurs du **street art**

Du 5 au 18 octobre 2024, la Ville de Macouria et le collectif guyanais d'artistes Muzé Laru, accueille la **5^e édition de l'Atip'Art Festival de street art**. Temps fort de l'année pour s'immerger dans le monde des arts urbains. Texte Sandrine Chopot

Un festival intégré dans un lieu unique
Grande première, le festival se tiendra dans un lieu unique, dans le quartier de la résidence Sainte-Agathe à Tonate. « Cela permet aux habitants d'identifier un seul endroit pour rencontrer les artistes et découvrir leur travail. C'est aussi favoriser l'émulation entre les artistes », souligne la directrice. Sur les huit murs réservés à cet effet, laissant libre court à leur imagination, les artistes réaliseront des fresques colorées, dont certaines participatives.

Favoriser le développement d'une activité culturelle et artistique sur son territoire, démocratiser l'art en le rendant visible dans les rues et accessible au plus grand nombre, offrir un espace d'expression et de création aux artistes locaux et internationaux, telle est la volonté de la Ville de Macouria et de l'association Muzé Laru. « Ce festival est gratuit et ouvert à tout public. Cette année, 8 artistes locaux et 4 artistes des Antilles, parmi lesquels EMI, DGIP, SENSEI, AZER, BRADY et SCIMO seront présents. Sur toutes les éditions nous mettons un point d'honneur à accueillir des femmes artistes. Cette année, elles seront 3 », explique Synthia Sully, directrice des affaires culturelles pour la Ville de Macouria.

DU 05 AU 18 OCTOBRE 2024

ATIP'ART
FESTIVAL DE STREET ART
5ème édition

SAMEDI 05 OCTOBRE
HIP-HOP DAY avec l'association MYOB de 18h à 21h - MILSH quartier Sainte-Agathe (Tonate)

DU 7 AU 11 OCTOBRE
Ateliers en milieu scolaire

SAMEDI 12 OCTOBRE
Atelier d'initiation au Marché de Soula de 9h - 11h
Présentation des artistes à Résidence Sainte-Agathe (rue Louise) de 17h à 19h

**ATELIERS PARTICIPATIFS
ATELIERS OUVERTS AU PUBLIC**

DU 13 AU 18 OCTOBRE
Réalisation des peintures murales Résidence Sainte-Agathe

VENDREDI 18 OCTOBRE
9h et 11h : Atip'Art Tour (sur réservation uniquement)
JAM LIVE PAINTING* à 18h

CONTACT ET INSCRIPTION : SERVICE CULTURE DE MACOURIA
culture@villedemacouria.fr / 06 94 27 54 76

Logos: Macouria, Muzé Laru, Cnes, P.E.A.C., M.L.S.H., Solam

Noms des artistes: EMI, AZER, DGIP, BRADY, SENSEI, SCIMO, JOMAD, YNOT, AREST, SHADEM, YELLOW, YESWOO

Un programme riche en événements
La journée d'ouverture sera dédiée au Hip Hop avec au programme de la danse, de la musique, de la peinture. Des ateliers participatifs, des rencontres avec les artistes seront proposés aux visiteurs. « Des ateliers en milieu scolaire seront organisés avec la réalisation de peintures murales. Au marché de Soula, parents et enfants pourront customiser un tee-shirt, repartir avec un pochoir. Atip'Art, c'est avant tout le Festival des habitants de la Ville de Macouria, un événement attendu et très prisé par les familles », conclut Synthia Sully.

Origines

Le nom « Atip'Art » vient du mot « Atipa », poisson présent sur le blason de la ville de Macouria et du mot « Art » objet du projet. On peut entendre aussi le mot « atypique » ce qui fait sens historiquement dans la mesure où le street art a longtemps été considéré comme un art à part, insolite et atypique.



06 94 25 31 23

<https://www.macouria.fr/activite/festival-atipart>

COLORS

PRIM

Une
IMPRESSION
plus vraie
QUE NATURE !

- Impression offset et numérique
- Création graphique

Flyers, dépliants, affiches,
brochures, carnets, tickets,
liasses, blocs, chemises,
pochettes à rabats, pelliculage
mat et brillant, tampons,
gravure plaques...



Carrefour du Larivot • 97351 MATOURY • Fax. 0594 35 10 14
Tél. 0594 29 60 90
colorsprim973@orange.fr • www.colorsprim.com



3.

CE QU'IL NE FALLAIT PAS LOUPER

Texte Alice Colmerauer



COMMENT FINANCER SON PROJET DURABLE EN GUADELOUPE ?

Découvrez le témoignage de Joséphine Notte, entrepreneuse engagée dans la création de Kaloo Hostel, une auberge de jeunesse écoresponsable, et Mamadou Sow expert en subventions publiques. La CCI des îles de Guadeloupe propose une formation aux financements de projets de développement durable. Rendez-vous sur leur site pour en savoir plus.



FAIRE VIVRE LA CULTURE HIP HOP EN MARTINIQUE

Le hip hop, plus qu'une danse, une culture. Suivez le groupe de danse General Crew depuis la répétition des chorés jusqu'au show final. Ambiance assurée 100 % « bounce » !



LA YOLE « SÉ BAGAY NOU », TÉMOIGNAGE DE FABIENNE MAS

Fabienne suit les courses de yoles depuis sa plus tendre enfance. Elle nous livre sa passion pour cette tradition ancestrale, inscrite au patrimoine immatériel de l'UNESCO. Suivez « Van l'évé », série vidéo de témoignages sur l'histoire de la yole ronde martiniquaise.



EWAGLIVE
EWAG.FR

UNE NOUVELLE GAMME DE VINS MOUSSEUX À DÉCOUVRIR

CHANDON est né en 1959, grâce à la démarche pionnière de Robert-Jean de Vogüé qui nous a conduit aux 4 coins du monde, notamment en Argentine. C'est une communauté de viticulteurs engagés pour créer des vins mousseux d'exception dotés d'un caractère unique selon les terroirs.

Les vignobles sont situés en Argentine entre 1 000 et 1 200 mètres d'altitude, dans la Vallée de Uco. Les sols sableux et limoneux de la région, ainsi que la présence marquée de calcaire, nous permettent d'élaborer un vin frais, fruité, élégant, onctueux et équilibré.

La région de Mendoza est un désert de haute altitude, marqué par un climat continental. Les conditions climatiques de ce terroir et la grande amplitude thermique permettent aux raisins de mûrir lentement en conservant toute leur acidité naturelle. Pour l'élaboration, nous utilisons notre propre méthode appelée Charmat long à fermentation lente au cours de laquelle les vins sont fermentés en cuve close et agités de façon continue afin d'incorporer lentement les lies. Ce processus permet de préserver le goût authentique des raisins.

Médaille CSWWC en 2023 comme "meilleur vin pétillant argentin" !



CHANDON BRUT

Le grand classique argentin par excellence

COMPOSITION : 60 % de Chardonnay et 40 % de Pinot noir

DÉGUSTATION : apéritifs, plats légers, fruits de mer, poissons, fromage. À déguster entre 6° à 8°

AU NEZ : agrumes, floral, fruité

EN BOUCHE : Brut et 12,5 % d'alcool, il est équilibré et frais

NOTES DE DÉGUSTATION : pêche blanche, citron vert, jasmin, fruits

rouges, ananas, brioche



CHANDON ROSÉ

L'équilibre parfait entre fraîcheur et onctuosité

COMPOSITION : 58 % de Chardonnay, 38 % de Pinot noir et 4 % de Malbec

DÉGUSTATION : apéritifs, brunchs, poissons, fruits de mer, volailles, et cuisine japonaise. À déguster entre 6° à 8°

AU NEZ : fruité rouges, floral

EN BOUCHE : ½ sec avec 12,5 % d'alcool, il est soyeux et onctueux

NOTES DE DÉGUSTATION :

fraise, cerise, prune rouge, pêche jaune, fleurs blanches, brioche

CHANDON GARDEN SPRITZ

un SPRITZ prêt à déguster, sans arôme artificiel ni colorant artificiel !

COMPOSITION : Chardonnay, Pinot noir, Sémillon associé à une liqueur d'extraits naturels de zestes d'oranges Valencia, d'herbes et d'épices. Les oranges sont cultivées sans pesticide. Les zestes sont prélevés manuellement puis ils sont séchés doucement au four.



DÉGUSTATION : apéritifs, cheddar mature, fruits secs, et il s'accorde parfaitement avec la cuisine asiatique. À déguster entre 6° à 8°

AU NEZ : fruité, floral, épicé

EN BOUCHE : avec 11,5 %

d'alcool, il est doux, fruité et l'amertume est plus prononcée en note de fin

NOTES DE DÉGUSTATION : épices, zestes d'orange,

SERVICE : pour une dégustation optimale, verser 18 cl de CHANDON GARDEN SPRITZ dans un verre à vin, accompagné de 3 glaçons, d'une tranche d'orange fraîche ou séchée et d'un brin de romarin !

Distribué par HSM- ZI Collery 1- 97300 CAYENNE

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. À consommer avec modération.

CHANDON

C'est la rentrée...

Septembre, octobre c'est la rentrée des classes pour les petits et les grands : on retrouve les cahiers, les devoirs, les interrogations et très vite les notes arrivent, implacables sources de soucis pour les parents si elles ne sont pas « bonnes ». Mais qu'est-ce qu'une « bonne » note ? 14, 15 ou plus sur 20 ? Qu'est-ce qu'une « mauvaise » note ?

C'est Jules Ferry et ses lois sur l'école en 1881-1882 qui – en plus de rendre l'école primaire laïque gratuite et obligatoire – a ajouté un système de notation des élèves : « il importe que les devoirs soient corrigés à la marge par les instituteurs et qu'ils portent une note, qui pourrait être, pour la facilité des comparaisons, exprimée par un chiffre de 1 à 10 ». On sait aussi que ces corrections seront faites à l'encre rouge pour ne pas passer inaperçues ! Dix ans plus tard, c'est l'apparition de la note sur 20 lors de l'année scolaire 1890-1891. Au départ, elles ne sont utilisées que pour le baccalauréat, puis elles se généralisent à toutes les disciplines.

De nombreuses études montrent que le système de notation, en France, est l'une des causes du décrochage scolaire. Ainsi, les enfants issus de famille de cadres ont de meilleures notes que les élèves qui sont issus de familles ouvrières. Après des années de travaux sur l'évaluation des élèves on aurait pu croire la cause entendue : les notes attribuées au sein de l'institution scolaire ne sont ni une mesure objective des performances des élèves, ni le moyen d'exprimer un jugement sur les niveaux atteints. Elles n'ont rien de scientifique, elles sont même dangereuses en produisant une dépréciation de soi, un rejet de l'école.

Mais 80 % des Français sont opposés à la suppression des notes à l'école (sondage IFOP en 2012) Même inexactes, même approximatives, ces notes permettent un point de comparaison, d'une fois à l'autre, un repère pour ceux qui ne peuvent pas assister au travail fait en classe, c'est-à-dire les parents essentiellement. Sans oublier les résultats des célèbres enquêtes PISA (Programme international pour le suivi des acquis) qui permettent de comparer le niveau des élèves selon les différents pays, et où la France cherche à garder à tout prix un bon niveau.

Nous vivons dans une société où l'évaluation est permanente, elle s'applique à toutes nos activités quotidiennes, on est sollicité pour noter les services, les restaurants, les films et les livres comme les réfrigérateurs, les voyages, avec une étoile, deux étoiles ou cinq étoiles.



EW'AG

| DOSSIER DE NOVEMBRE |

GuyaMag KaruMag MadinMag SoualiMag

ÉCONOMIE LOCALE : ATOUTS ET OPPORTUNITÉS

Vous souhaitez communiquer ?

CONTACTEZ-NOUS



GUYANE

0694 26 55 61

GUADELOUPE | SAINT-MARTIN

0690 37 54 82 / 0691 24 28 92

MARTINIQUE

0696 19 31 98 / 0696 07 62 64

**Parce que le cancer du sein
nous concerne tous.**
Elite Ecologie soutient Octobre Rose

A collection of Elite Ecologie products is displayed, including a solar water heater, a thermodynamic water heater, a split air conditioning unit, and solar panels. A large red circle with a white border is overlaid on the products, containing the text '1€ reversé*'. Below the circle is a white rectangular box with red text.

**1€
reversé***

**POUR TOUT ACHAT
D'UN PRODUIT
ELITE ECOLOGIE**

**Chauffe-eau solaire • Chauffe-eau thermodynamique
Climatisation • Électricité solaire • Citernes**



0594 10 69 69
contact@elite-ecologie.com

*L'argent sera reversé à La Ligue Nationale contre le Cancer de Guyane